

Le financement de la faim dans le monde

Financing World Hunger

Comment les marchés financiers créent la famine en faisant d'énormes profits Par le [Dr. Mae-Wan Ho](#) et [le Professeur Peter Saunders](#)

Rapport de l'ISIS en date du 21/04/2010

L'étude originale en anglais, avec toutes les références, est intitulée [Financing World Hunger](#). Elle est accessible par les membres de l'ISIS sur le site : www.i-sis.org.uk/financingWorldHunger.php

Note de l'ISIS - Le matériel diffusé sur ce site ne peut être reproduit sous aucune forme sans la permission explicite. PERMISSION DE REPRODUCTION et Conditions, S'IL VOUS PLAÎT [CONTACTEZ-ISIS](#). Lorsqu'une autorisation est accordée TOUS LES LIENS doivent rester inchangés

<http://www.i-sis.org.uk/foodFutures.php>

Relance de la crise alimentaire mondiale?

À la mi-2008, l'indice des prix des matières premières alimentaires a atteint un sommet à 230 pour cent de sa valeur de 2002, dont la plus grande part d'augmentation est due aux prix des céréales. Le maïs et le blé ont tous deux atteint 350 pour cent et le riz 530 pour cent, respectivement, de leurs valeurs de 2002 [1]. Les Nations Unies ont déclaré 2008 l'année de la crise alimentaire mondiale, avant même la flambée des prix [2], et on estime que 150 millions de personnes dans le monde ont été ajoutées à ceux et celles qui souffraient de la faim en cette année 2008 [3].

Bien que les prix des denrées alimentaires aient chuté depuis le sommet atteint à cette époque, ils sont restés bien au-dessus des niveaux de 2002. À la fin de 2009, plus d'un milliard de personnes étaient gravement atteintes par la malnutrition et/ou la faim, et on estime que 24.000 personnes meurent de faim chaque jour, et que plus de la moitié sont des enfants [3, 4]. Le **Programme alimentaire** de l'ONU est confronté à un déficit budgétaire de 4,1 milliards de dollars.

Le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter blâme [5] « l'inaction pour stopper la spéculation sur les produits agricoles et les politiques des biocarburants », et il met en garde contre une répétition de la crise des prix alimentaires de

2008, au cours des 2010 ou 2011.

Ce qui s'est passé en 2007-2008 a été une "crise des prix, pas une crise alimentaire", dit-il, une crise précipitée par la spéculation sur le marché financier qui n'est pas liée à l'insuffisance de nourriture produite.

Concernant la production alimentaire, ce serait une erreur de rejeter d'autres menaces, notamment le modèle agricole intrinsèquement non durable de la "**révolution verte**" qui dépend fortement de ressources en cours d'épuisement rapide, comme les combustibles et les carburants fossiles et l'eau, ainsi que les **monocultures** qui sont particulièrement vulnérables aux contraintes physiques et biologiques associées aux changements climatiques (voir [6] ['Land Rush' as Threats to Food Security Intensify](#)). *

* Version en français intitulée - 'La ruée vers les terres fertiles' constitue une menace pour la sécurité alimentaire qu'il faut, au contraire, consolider -.

Néanmoins, l'influence disproportionnée des marchés financiers non réglementés sur l'économie réelle des biens et des services (voir [7]] [Financing Poverty](#), SiS 40) est la cause la plus dévastatrice pour l'accès à la nourriture, qui est pourtant une nécessité de base.

La commerce mondial des produits alimentaires de base et la dérèglementation de ce secteur

La nourriture est produite par les agriculteurs partout dans le monde, mais elle est surtout achetée et vendue comme des marchandises par des commerçants 'intermédiaires', et désormais essentiellement par les grandes entreprises commerciales qui opèrent au niveau international et mondial, et pas seulement dans un marché des matières premières, mais aussi dans le cadre d'un marché des produits dérivés financiers complexes qui pousse les cours des denrées alimentaires vers le haut, ce qui crée une volatilité des prix de la nourriture.

Les matières de base courantes sont des matières premières, alors que les «marchandises dérivées» sont des contrats financiers dérivés et éloignés de la valeur de la marchandise sous-jacente [8].

A la base des 'marchandises dérivées' se trouve le '**contrat à terme**', qui réunit acheteurs et vendeurs sur un marché réglementé d'enchères comme le *Chicago Board of Trade* (CBOT) aux États-Unis, pour soumettre et régler un prix pour la livraison d'une certaine la quantité d'une marchandise, par exemple du maïs, à une échéance convenue (généralement 90 jours) et à un lieu donné.

Pour éviter les chutes soudaines des prix touchant les utilisateurs des produits de base ou les

commerçants, et pour éviter les brusques augmentations de prix, le contrat à terme permet aux vendeurs des produits de base, tels que les exploitants de silos à grain, d'éviter les brusques augmentations de prix, et il est généralement considéré comme une sorte d'assurance. Mais il a cessé de fonctionner en tant que tel, après la déréglementation de l'agriculture sur les marchés mondiaux.

La **déréglementation** des marchés agricoles mondiaux a fait partie de la déréglementation économique favorisée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Il s'agit d'un processus qui fut initié par les **accords de Breton Woods** en 1944 dans le but de normaliser le commerce international et les politiques de marketing pour faciliter le commerce mondial [9]. Il a éliminé l'intervention du gouvernement sur les marchés agricoles, le démantèlement des accords mondiaux des matières premières, le soutien des prix, et d'autres mécanismes qui ont contribué à stabiliser les approvisionnements mondiaux et les prix.

L'Accord de l'OMC sur l'agriculture, et d'autres accords de libre-échange multi-latéraux et bilatéraux, y compris le *North American Free Trade Agreement (NAFTA)*, l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA), ont ouvert les marchés partout dans le monde en développement à une agro-industrie de plus en plus puissante à l'échelle industrielle mondiale.

La conséquence de la déréglementation a été [10] "de remplacer l'accès au marché local pour la majorité des petits agriculteurs, par l'accès aux marchés mondiaux pour quelques sociétés transnationales travaillant au niveau mondial. Grâce à une absence d'application de mesures anti-trusts et à une intégration verticale rampante, trois sociétés - Cargill, Archer Daniels Midland (ADM), et Bunge - contrôlent la grande majorité des échanges mondiaux de céréales, alors que Monsanto contrôle plus d'un cinquième des fournitures sur le marché mondial des semences".

Les agriculteurs ont pu bénéficier d'une manne de prix plus élevés payés pour leurs produits dans le court terme, mais ils ont dû payer plus cher pour les intrants comme les engrais et les carburants, notamment le gazole pour les tracteurs. Seules les sociétés de l'agrobusiness ont pu tirer profit à long terme de la hausse des prix sur les marchés [10, 11].

Les bénéfices au troisième trimestre 2007 pour Cargill avaient augmenté de 86 pour cent, ceux de General Mills de 60 pour cent, et ceux de Monsanto de 45 pour cent. Au troisième trimestre 2007, Bunge a vu ses bénéfices augmentés de 77 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente.

ADM, le négociant en céréales placé au deuxième rang dans le monde, a vu monter ses bénéfices avec une augmentation de 65 pour cent, pour atteindre un montant record de 2,2 milliards de dollars. *Thailand's Charoen Pokphand Foods*, un acteur majeur sur ce marché des grains en Asie, avait prédit une croissance de ses revenus de 237 pour cent pour 2008.

La déréglementation du marché agricole est pire que celle du marché financier, comme le souligne l'*Organic Consumer Association*, l'Association des Consommateurs Bio [10], tandis que la Réserve fédérale américaine et les banques centrales à travers le monde conservent encore la capacité « d'adoucir les pics et les plongées de notre système monétaire », aucun mécanisme tampon n'existe sur les marchés des denrées alimentaires. Les réserves de grains de céréales, qui ont contribué à stabiliser les prix pendant des siècles, ont été autorisées à être diminuées et elles sont maintenant à leur plus bas niveau depuis trois décennies.

Après la crise des prêts hypothécaires, qui a fait chuter les marchés boursiers partout dans le monde, et au lieu de placer leur argent dans des matières premières de base, les investisseurs ont mis leur argent disponible dans le nouveau boom des '**biocarburants**', ou, mieux, agrocarburants. Les négociants en céréales ont commencé à retenir à la source les fournitures de grains dans l'espoir d'une hausse des prix, sachant que les réserves de céréales avaient diminué, et en misant sur la volatilité des prix.

Dans le même temps, les investisseurs spéculatifs ont commencé leur prise d'actions risquées en se couvrant et en pariant sur le marché des grains à terme, accélérant ainsi la hausse des prix à un niveau encore plus élevé. Le boom des biocarburants a encore aggravé la spéculation et les prix élevés, mais ce boom n'aurait jamais été possible sans un marché mondial déréglementé [10].

Le niveau supérieur des grands acteurs non réglementés

La déréglementation a amené des acteurs plus importants, même sur le marché des produits dérivés, comme les grandes **banques d'investissement**. Steve Suppen de l'Institut international des politiques de l'agriculture et du commerce, souligne que ces grandes institutions financières, non réglementées, - non utilisatrices des produits de base - dominent aujourd'hui le marché des matières premières, beaucoup plus que les utilisateurs de ces produits de base [12, 13].

En Mars 2008, Goldman Sachs (accusé de fraude sur les ventes des hypothèques «toxiques» [14]) et Morgan Stanley étaient propriétaires de contrats à terme pour un montant de 1,5 milliards de boisseaux de maïs, auprès du *Chicago Board of Trade*, tandis que tous les opérateurs de couverture financière réglementée ne détenaient ensemble que 11 millions de boisseaux (soit un rapport de 136:1).

Ces banques d'investissement opèrent à travers les fonds indiciels qui mettent ensemble jusqu'à 24 produits de base agricoles et non agricoles, dans un portefeuille unique d'investissements ; généralement, ces banques d'investissement misent sur les prix qui vont monter.

Lorsque les contrats de ces composantes vont arriver à expiration - 90 jours pour les contrats à terme agricoles, six mois pour les produits non agricoles - les banques vont vendre les contrats pour encaisser des bénéfices, ce qui entraîne la création de la volatilité des prix dans le sillage de la vente. Depuis 2003, la spéculation sur l'indice des produits de base a augmenté de 1.900 pour cent, pour un montant estimé qui est passé de 13 milliards à 260 milliards de dollars.

L'économiste Christopher Gilbert de l'Université de Trento en Italie [15] fait partie de ceux qui ont attiré l'attention sur ces investissements fondés sur un indice non réglementé à terme sur des marchandises de base, et qui contrôlaient 33 pour cent de tous les contrats à terme agricoles des États-Unis en 2006-2008, mais qui ne sont pas encore intégrés dans les modèles de marché académiques.

En Juin 2008, l'auteur, financier et philanthrope George Soros a déclaré au Congrès américain que l'investissement dans des instruments liés aux indices de matières premières est devenu "l'éléphant dans le magasin de porcelaine", faisant valoir qu'il pourrait accentuer et exagérer la hausse des prix [16].

Les fonds de placement indiciels des produits de base, malgré l'énorme quantité d'argent qui est en jeu, ont à la fois fait augmenter les prix des matières premières et les ont rendu si volatiles, que de nombreux opérateurs de couverture physique, tels que des importateurs de céréales, en particulier dans des pays en développement, ne pouvaient plus utiliser les marchés à terme pour gérer les risques liés aux prix [12]. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, estime que la facture des importations alimentaires dans les pays en développement, est passée de 191 milliards de dollars en 2006 pour s'établir à 254 milliards de dollars en 2007.

« Les banques d'investissement jouent sur le marché, non pas pour gérer la volatilité des prix des produits de base inhérents (par exemple, liée aux conditions météorologiques), mais pour provoquer la **volatilité** par le biais d'énormes "paris" qui sont permis par la déréglementation des services financiers », écrit Suppen [12].

Les prix des marchandises ont augmenté avec leurs paris jusqu'en juillet 2008. Alors que les prix des matières premières agrégées ont chuté, depuis leur sommet de juillet, de 60 pour cent à la mi-Novembre, ces banques ont perdu leur pari, et elles ont dû demander au gouvernement de les renflouer par les contribuables. D'ici là, selon *le Wall Street Journal*, la spéculation sur les produits de base a contribué à hauteur de 1,5 milliard de dollars pour chaque banque d'investissement [17], environ un tiers de leur revenu net prévu en 2008.

Une réglementation pour bientôt ?

En mai 2008, Gary Gensler, un ancien partenaire de Goldman Sachs, et le président nouvellement nommé à la tête de la *Commodities Futures Trading Commission (CFTC)*, la Commission du commerce futur des produits de base, avait proposé de nouvelles mesures réglementaires sur les échanges **de gré à gré**, en anglais '*over-the-counter*' (OTC), et les réserves de capital pour couvrir les pertes.

Les transactions de gré à gré (*OTC*) ont lieu entre des parties privées, elles ne sont pas déclarées ni validées sur le marché public boursier réglementé. On estime que 85-90 pour cent de l'investissement non-commercial (par les banques d'investissement) dans les marchés des matières premières, se fait par des transactions de gré à gré, pour lesquelles l'organisme *CFTC* n'a pas de données et sur lesquelles il n'a aucun pouvoir.

En d'autres termes, l'organisme *CFTC* a pas ou peu d'informations sur la quantité de contrats de gré à gré et sur la solvabilité des parties liées à ces contrats; ainsi des parties insolubles pourraient bien continuer à compter sur le gouvernement pour les renflouer sur leurs pratiques commerciales imprudentes.

Goldman Sachs et Lehman Brothers ont été parmi une poignée de banques qui ont été exemptées de réserves obligatoires du capital prudentiel en 2004, par la *Securities Exchange Commission*, la Commission des échanges sécurisés des États-Unis. Cela a conduit à des ratios extrêmement élevés de la dette, relativement aux réserves et à d'autres participations.

En vertu de la proposition de Gensler, les transactions de gré à gré (*OTC*) sont encore autorisées, mais les critères de gestions des risques de prix déclarés, entre des parties privées, seront resserrés; dans le même temps, les exigences en réserve de capitaux, pour couvrir les pertes, seront augmentées.

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a franchi une étape supplémentaire, appelant à un accord international qui vise à empêcher la spéculation excessive sur les marchés des matières premières.

L'accord pourrait être financé par une **taxe sur les transactions financières** (*FTT*), qui, si elle avait été appliquée en 2007 sur toutes les transactions financières portant sur les échanges nationaux à terme des produits de base, avec un taux de 0,01 pour cent, aurait généré environ 10 milliards de dollars. Une taxe sur les transactions financières aurait un avantage supplémentaire : celui de réduire la fréquence des échanges, qui sont grandement responsables de la volatilité des prix.

Des politiques sur la sécurité alimentaire et énergétique avant les échanges commerciaux

Pour mettre le commerce mondial des produits de base en perspective, la production mondiale de céréales en 2009 était au total de 2.122,99 millions de tonnes, dont seulement 275,59 Mt, soit 13 pour cent, ont été négociés sur le marché mondial des matières premières [18].

Il est absurde que tant d'argent des contribuables et tant d'efforts de la bureaucratie soient dédiés au commerce mondial et à sa réglementation, qui finissent par profiter aux agro-industries et aux grandes banques, ainsi qu'à affamer certaines populations qui souffrent de la faim, dont un grand nombre sont des agriculteurs et des ouvriers agricoles qui produisent ces

grains.

Sur le milliard de personnes qui sont mal nourries, et dont la moitié est constituée de petits paysans, un quart sont des paysans sans terre qui travaillent dans les plantations et le reste sont des citoyens pauvres qui ont migré à partir des zones rurales, car ils ne pouvaient plus trouver chez eux de quoi vivre [5].

Le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation note [5] que de nombreux pays en développement, qui étaient dans le passé des exportateurs de denrées alimentaires, sont devenus des importateurs nets, car ils étaient convaincus qu'ils pourraient toujours acheter de la nourriture à bas prix sur le marché international, une illusion vite brisée par la crise alimentaire mondiale de 2007/2008. Il a déclaré que ces pays doivent maintenant réorienter les investissements vers d'autres activités, afin de se nourrir eux-mêmes de façon autonome, et qu'il est vital pour eux « de réduire leur dépendance sur les aléas du marché international ».

Les gouvernements et les organismes inter-gouvernementaux doivent consacrer davantage d'efforts à la promotion de l'autosuffisance alimentaire et de la **durabilité** de l'agriculture au lieu d'être axés sur le commerce, ou de s'adonner seulement à la promotion du commerce lorsque les besoins alimentaires de sa population sont satisfaits.

L'**autosuffisance alimentaire** et l'**autonomie énergétique** devraient être les mesures et les étapes les plus importantes du développement durable (voir [19]) (*Sustainable Agriculture and the Green* 'l'agriculture durable et l'économie verte', document qui fut présenté lors de la **Rencontre pluriannuelle d'Experts sur les produits de base et le développement** qui s'est tenue les 24-25 Mars 2010, à la CNUCED, à Genève. Ce document intitulé **Multi-year Expert Meeting on Commodities and Development**, est disponible en anglais seulement à partir du site suivant : <http://www.unog.ch/80256EE600586F34/%28httpEvents%29/D8589EDDD431CE70C12576E30054E2EC?OpenDocument>

Les gouvernements doivent mettre en place un éventail de politiques et de programmes d'actions pratiques qui prennent en charge une agroécologie, une agriculture biologique à petite échelle ; ces mesures doivent permettre d'améliorer l'accès à la terre et à la propriété foncière pour les petits agriculteurs, d'encourager la production locale et la consommation des denrées alimentaires et les énergies vertes, de permettre de récupérer les variétés cultivées indigènes qui sont adaptées aux conditions locales et donc beaucoup plus résistantes et plus adaptables aux changements climatiques que les plantes cultivées dans les monocultures industrielles, de stimuler les marchés locaux et d'aider à établir des coopératives avec les agriculteurs et les consommateurs, et enfin d'assurer la promotion d'un commerce régional, ainsi que la coopération dans le partage des ressources et des connaissances.

Définitions et compléments

Accords de Bretton Woods - Selon un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

Les **accords de Bretton Woods** sont des accords économiques ayant dessiné les grandes lignes du système financier international après la [Seconde Guerre mondiale](#). Leur objectif principal fut de mettre en place une organisation monétaire mondiale et de favoriser la reconstruction et le développement économique des pays touchés par la guerre.

Ils furent signés le [22 juillet 1944](#) à [Bretton Woods](#) aux [États-Unis](#) après trois semaines de débats entre 730 délégués représentant l'ensemble des 44 nations [alliées](#). Un observateur [soviétique](#) était également présent.

Harry Dexter White (à gauche) et John Maynard Keynes en [1946](#). Ils furent les deux protagonistes principaux de la conférence tenue à Bretton Woods.

Les deux protagonistes principaux de cette conférence ont été [John Maynard Keynes](#), qui dirigeait la délégation britannique, et [Harry Dexter White](#), assistant au secrétaire au Trésor des États-Unis, qui avaient tous deux préparé un plan d'ensemble. Le plan Keynes fut ébauché dès 1941 et préparait un système monétaire mondial basé sur une unité de réserve non nationale, le [bancor](#). La partie américaine mettait en avant le rôle de pivot du dollar américain et proposait plutôt de créer un fonds de stabilisation construit sur les dépôts des États membres et une banque de reconstruction pour l'après-guerre.

Au final, c'est la proposition de White qui prévalut, organisant le système monétaire mondial autour du dollar américain, mais avec un rattachement nominal à l'or.

Deux organismes ont vu le jour lors de cette conférence, qui sont toujours en activité :

- la [Banque mondiale](#) (BM) formée de la [Banque internationale pour la reconstruction et le développement](#) (BIRD) et de l'[Association internationale de développement](#) (IDA)
- le [Fonds monétaire international](#) (FMI)

Un troisième organisme aurait dû être créé, chargé du [commerce international](#). Mais en l'absence d'accord, il ne verra le jour qu'en [1995](#) avec la création de l'[Organisation mondiale du commerce](#) (OMC) après les cycles de négociations de l'[accord général sur les tarifs douaniers et le commerce](#) (GATT).

Article complet sur le site http://fr.wikipedia.org/wiki/Accords_de_Bretton_Woods

Autosuffisance - Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

La notion d'**autosuffisance** peut concerner tant un individu, une petite communauté, qu'un pays ou un groupe de pays. C'est un des concepts [géopolitiques](#) et géostratégiques qui, à l'opposé de la [globalisation](#) ou [mondialisation](#) des marchés commerciaux de l'approche dite « [libérale](#) » permet de distinguer les grandes approches économiques du point de vue de la dépendance-indépendance aux ressources vitales ou jugées stratégiques pour les individus ou la collectivité. L'autosuffisance implique souvent une protection de la ressource ou d'un marché, rendue difficile par les règles de l'[OMC](#).

Les tenants de l'approche opposée (le marché global, libéral) se justifient par le fait que l'autosuffisance alimentaire par exemple n'est pas toujours possible (par exemple en zones désertiques, après une guerre, une catastrophe naturelle ou industrielle (ex : sur les sols contaminés par la [catastrophe de Tchernobyl](#)).

L'autosuffisance envisagée peut n'être que « partielle » [\[modifier\]](#)

C'est la plupart du temps le cas, avec par exemple :

- l'autosuffisance énergétique (ou indépendance énergétique), obtenue ou recherchée en associant les [économies d'énergie](#), l'[efficacité énergétique](#) aux énergies renouvelables, propres et sûres ([solaire](#), [éolien](#), [géothermie](#), [puits canadien](#), etc. certains y ajoutant le nucléaire, bien que l'[AIEA](#) estime que l'uranium manquera à partir de 2024 au vu des besoins actuels et de la ressource) ;
- l'[autosuffisance alimentaire](#), par des filières locales et courtes de production;
- l'autosuffisance financière, en évitant la dépendance aux emprunts extérieurs, voire en s'appuyant sur la micro-finance
- l'autosuffisance médicale (par exemple, en termes de vaccins ou médicaments disponibles contre une [pandémie](#), ou en termes de moyens chirurgicaux).
- l'autosuffisance en termes de défense

Certains, comme [Hermann Scheer](#) (député allemand, [prix Nobel alternatif](#) de 1999), considèrent l'autosuffisance (au moins concernant les ressources vitales) comme un des éléments nécessaires au [développement soutenable](#) et à la [paix](#) en tant qu'évitant les conflits pour l'accès aux ressources pas, peu, difficilement, lentement ou coûteusement renouvelables ([pétrole](#), [bois](#), [poissons](#) par exemple), ou le règlement de la dette des pays pauvres. L'autosuffisance n'exclut pas de larges échanges en termes de [culture](#), [communication](#) et coopération ou gestion collaborative de ressources partagées.

Elle est un moyen de diminuer l'empreinte énergétique ou l'[empreinte écologique](#) d'une collectivité ou d'un pays.

Des [architectes](#) et [urbanistes](#) cherchent dans une approche [Haute qualité environnementale](#), à produire des maisons ([construction passive](#)), quartiers ([écoquartier](#)) ou villes plus autosuffisantes, capable de produire leur propre [énergie](#) et de réduire et [recycler](#) leurs [déchets](#) en les « valorisant ». La [FAO](#) elle même encourage le retour ou le maintien d'une petite agriculture (jardinage et élevage) de subsistance et de proximité dans les villes et banlieues

des pays pauvres.

Bibliographie [\[modifier\]](#)

John Seymour (souvent présenté comme l'un des "pères de l'autosuffisance" ; « *Revivre à la campagne* » (réédition) ; Editions de Borée, 312 pages ([voir](#)).

- Note de Wikipédia : Cette section est vide, pas assez détaillée ou incomplète. [Votre aide](#) est la bienvenue !

Source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Autosuffisance>

La **notion d'autosuffisante alimentaire** renvoie aussi au concept de **Sécurité alimentaire**, repris à la suite.

Sécurité alimentaire - Extrait d'un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

Aztèques stockant du maïs, illustration du [Codex de Florence](#).

Le concept de **sécurité alimentaire** fait référence à la disponibilité ainsi qu'à l'accès à la [nourriture](#) en quantité et en qualité suffisantes.

La sécurité alimentaire comporte quatre dimensions :

1. disponibilité (production intérieure, capacité d'importation, de stockage et aide alimentaire) ;
2. accès (dépend du pouvoir d'achat et de l'infrastructure disponible) ;
3. stabilité (des infrastructures mais aussi stabilité climatique et politique) ;
4. salubrité, qualité (hygiène, principalement accès à l'eau).

La sécurité alimentaire dépasse la notion d'[autosuffisance](#) alimentaire. Elle est toutefois à distinguer de la seule [sécurité sanitaire des aliments](#), qui a trait à l'[hygiène](#) et à l'[innocuité](#) des aliments, ainsi qu'au maintien de leur [salubrité](#).

Historique [\[modifier\]](#)

Selon l'[Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture](#) (FAO) le concept de sécurité alimentaire est apparu dans les années 70. Il a évolué de considérations plutôt quantitatives et économiques vers une définition tenant compte de la qualité et de la dimension humaine.

Ainsi une définition de 1975

- Capacité de tout temps d'approvisionner le monde en produits de base, pour soutenir une croissance de la consommation alimentaire, tout en maîtrisant les fluctuations et les prix (ONU, 1975).

et une définition de 1990.

- La capacité d'assurer que le système alimentaire fournit à toute la population un approvisionnement alimentaire nutritionnellement adéquat sur le long terme (STAATZ, 1990).

Cette évolution de la conception a influencé les stratégies prônées par la FAO pour assurer la sécurité alimentaire pour tous, et spécialement les pays du Sud.

Quantité suffisante et nécessaire [\[modifier\]](#)

Champ de [céréales](#) ([orge commune](#))

Au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, la production alimentaire mondiale par habitant a augmenté de 25 %, alors que les prix diminuaient d'environ 40 %. Par exemple, entre 1960 et 1990, la production totale de [céréales](#) est passée de 420 à 1 176 millions de tonnes par an.

Cependant, la sécurité alimentaire demeure d'actualité au début du XXI^e siècle. En dépit de la baisse de [fertilité](#) observée dans la majorité des pays, certains estiment qu'il devrait y avoir environ 8,9 milliards d'habitants en 2050. En 2000, 790 millions de personnes dans le monde souffraient de la [faim](#). Les habitants de 33 pays consomment moins de 2 200 [kcal](#) par jour.

Il est généralement admis que les [besoins alimentaires](#) augmenteront dans les décennies à venir pour les raisons suivantes :

- augmentation de la [population](#), ce qui implique une augmentation de la demande ;
- augmentation du [pouvoir d'achat](#) de nombreux humains ;
- augmentation de l'[urbanisation](#), impliquant fréquemment un changement de la [pratique alimentaire](#), en particulier une augmentation de la consommation de [viande](#) (on estime que 7 kg de nourriture pour animaux est nécessaire pour produire 1 kg de [bœuf](#), 4 kg pour produire un [porc](#) et 2 kg pour une [volaille](#)).

Une offre suffisante et bien gérée est une condition indispensable pour faire disparaître la [famine](#) et la [malnutrition](#).

Cependant, la sécurité alimentaire n'est pas nécessairement acquise lorsque l'offre alimentaire est suffisante, et pose des questions telles que « qui produit la nourriture », « qui a accès aux informations nécessaires à la production agricole » et « qui a un pouvoir d'achat suffisant pour

acquérir la nourriture » et enfin, « qui a un pouvoir d'achat suffisant pour acquérir les informations nécessaires à une bonne production ».

Ainsi, les pauvres et les affamés ont besoin de technologies et de pratiques peu coûteuses et disponibles immédiatement pour augmenter la production alimentaire locale. D'une façon générale, les femmes et les enfants sont ceux qui souffrent le plus de déficit alimentaire. En effet, un faible poids de naissance est une cause de [décès](#) prématuré et de malnutrition infantile. Le faible poids à la naissance est souvent dû à une [sous-alimentation](#) de la mère elle-même.

En 2000, 27 % des enfants en âge préscolaire dans les [pays en voie de développement](#) étaient ainsi atteints de [rachitisme](#) (lié à une alimentation insuffisante et/ou peu variée et de faible qualité). Les femmes sont aussi souvent désavantagées, car elles possèdent peu de terres et bénéficient moins de conseils et de crédits pour l'amélioration des techniques.

Différentes options sont possibles pour augmenter la production [agricole](#), par le biais d'adoption de [systèmes de production agricole](#) spécifiques :

- augmentation des [surfaces agricoles](#) (avec comme effet négatif la perte de [surfaces forestières](#), des [prairies](#), et d'une façon générale, de lieux riches en [biodiversité](#));
- augmentation de la productivité (quantité à l'hectare) dans les pays [exportateurs](#) (et exportation des surplus vers les pays déficitaires) ;
- augmentation de la productivité globale dans les pays déficitaires, lesquels pourront devenir auto-suffisants.

L'[agriculture péri-urbaine](#) ou l'[agriculture urbaine](#) peuvent également aider à résoudre le problème de la sécurité alimentaire, en permettant aux citoyens à revenus limités de cultiver des [légumes](#) ou des [fruits](#) par exemple, en pleine [ville](#). Elle permet également d'assurer une meilleure [conservation](#) des [aliments](#) et de leurs [qualités nutritionnelles](#).

Qualité suffisante et nécessaire [\[modifier\]](#)

Enfant souffrant de pénurie alimentaire dans un orphelinat nigerian de la fin des années soixante.

La [qualité](#) exige d'avoir identifié les [risques](#) et [dangers](#), « de la fourche à la fourchette », en incluant donc les aspects (conservation, [contact alimentaire](#), impacts secondaires et différés des [modes de cultures](#), transport des aliments, modes de cuisson..) et de prendre les mesures de précaution et d'évaluation pour limiter l'expression des risques (par exemple, d'[intoxication alimentaire](#)).

En Europe, la Directive 93/43/CE relative à l'[hygiène](#) des denrées alimentaires préconise la méthode [HACCP](#) (Analyse des dangers et points critiques pour leur maîtrise) de manière à "identifier tout aspect déterminant pour la sécurité des aliments et pour veiller à ce que des

procédures de sécurité appropriées soient établies, mises en œuvre, respectées et mises à jour".

La nouvelle réglementation européenne dite « paquet hygiène » vise à prévenir les dangers avec une obligation de résultat, "de la fourche à la fourchette", tout en laissant plus de liberté aux responsables d'établissements de Production ou de Restauration sur les moyens d'y arriver. Les *guides de bonnes pratiques* mis en place par les filières professionnelles, avec ou sans l'aide d'administrations peuvent y contribuer aussi, de même que les Normes et référentiels utilisés par l'agroalimentaire (BRC, [IFS](#), [ISO 22000](#), [Eurepgap\[1\]](#), norme NF V0 1-002 incluant un « Glossaire sur l'Hygiène des Aliments », norme NF V01-006:2008 (« Place de l'HACCP et application de ses principes pour la maîtrise de la sécurité des aliments et des aliments pour animaux »).

Toutefois, ces outils, méthodes et guides sont interprétés de manières diverses, parfois en contradiction avec le [Codex alimentarius](#) qui est la principale référence internationale. »

Lire la suite sur le site : http://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9curit%C3%A9_alimentaire
Toujours à propos de l'**autosuffisance alimentaire**, on emploie parfois l'expression de **Souveraineté alimentaire**, traitée à la suite.

Souveraineté alimentaire - Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

La **souveraineté alimentaire** est un [concept](#) développé et présenté pour la première fois par [Via Campesina](#) lors du Sommet de l'alimentation organisé par la [FAO](#) à Rome en 1996 ^[1]. Il a depuis été repris et précisé par les [altermondialistes](#) lors des différents Forums Sociaux Mondiaux.

La **souveraineté alimentaire** est présentée comme un droit international qui laisse la possibilité aux pays ou aux groupes de pays de mettre en place **les politiques agricoles les mieux adaptées** à leurs populations sans qu'elles puissent avoir un impact négatif sur les populations d'autres pays. La souveraineté alimentaire est donc une rupture par rapport à l'organisation actuelle des marchés agricoles mise en œuvre par l'[OMC](#).

Complémentaire du concept de [sécurité alimentaire](#) qui concerne la quantité d'aliments disponibles, l'accès des populations à ceux-ci, l'utilisation biologique des aliments et la problématique de la prévention et gestion des crises, la souveraineté alimentaire accorde en plus une importance aux conditions sociales et environnementales de production des aliments. Elle prône un accès plus équitable à la terre pour les paysans pauvres, au moyen si nécessaire d'une [réforme agraire](#) et de mécanismes de sécurisation des droits d'usage du foncier.

Au niveau local, la souveraineté alimentaire favorise le maintien d'une agriculture de proximité destinée en priorité à alimenter les marchés régionaux et nationaux. Les [cultures vivrières](#) et l'agriculture familiale de petite échelle doivent être favorisées, du fait de leur plus grande efficacité économique, sociale et environnementale, comparée à l'agriculture industrielle et les plantations de grande échelle où travaillent de nombreux salariés. La place et le rôle des femmes sont privilégiés.

La souveraineté alimentaire privilégie des techniques agricoles qui favorisent l'autonomie des paysans. Elle est donc favorable à l'[agriculture biologique](#) et à l'[agriculture paysanne](#). Elle refuse l'utilisation des plantes [transgéniques](#) en agriculture.

Voir l'article complet avec références et liens sur le site suivant :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Souverainet%C3%A9_alimentaire

Autonomie énergétique et autosuffisance alimentaire : deux piliers d'une stratégie -
[vendredi 5 mars 2010](#). Un article de [Manuel MARCHAL](#). La Réunion

L'autosuffisance alimentaire et l'autonomie énergétique sont deux secteurs identifiés comme étant deux piliers d'une stratégie partagée de développement de notre région.

[Note du traducteur : il s'agit là des Iles de l'Océan Indien]

Lors du séminaire sur le co-développement durable des îles de l'océan Indien, il a été proposé de s'unir pour que Madagascar puisse devenir un exportateur net de produits alimentaires, afin d'atteindre **l'autosuffisance alimentaire** dans la Grande île, et de faire de Madagascar le "grenier" de l'océan Indien. (photo M.M.)

Quelques semaines avant la tenue à La Réunion de la conférence de l'UICN sur la biodiversité et le changement climatique (voir "Témoignages" d'hier), la Région Réunion accueillait un séminaire sur le thème du co-développement durable des îles de l'océan Indien. Les travaux se sont déroulés autour de deux axes : l'autonomie énergétique et l'autosuffisance alimentaire. Le contexte de ce séminaire le situait en effet quelques mois après que des émeutes de la faim eurent ravagé de nombreux pays.

Pour ce qui concerne l'autosuffisance alimentaire, plusieurs pistes avaient été explorées. Par exemple, celle de construire une autosuffisance à l'échelle régionale, en utilisant les complémentarités de chacun. En effet, tous les pays de la région, à l'exception de Madagascar, ont un foncier très rare. Par conséquent a été avancée l'idée de faire de Madagascar le "grenier" de l'océan Indien. Cela permettra, d'une part, à Madagascar d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et, d'autre part, d'exporter vers les pays de la région les surplus, afin de raccourcir les circuits d'approvisionnement.

Un autre exemple est la valorisation des ressources halieutiques de la région. La pêche peut créer des dizaines de milliers d'emplois dans les pays de notre région, tout en contribuant de manière importante à l'autosuffisance alimentaire.

Source : <http://www.temoignages.re/autonomie-energetique-et,42046.html>

Banque d'investissement - Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.



Cet article est une **ébauche** concernant la **finance**.

Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant ([comment ?](#)) selon les recommandations des [projets correspondants](#).

Une **banque d'investissement** est une [banque](#), ou une division de la banque, qui rassemble l'ensemble des activités de conseil, d'intermédiation et d'exécution ayant trait aux opérations dites **de haut de bilan** (introduction en Bourse, émission de dette, fusion/acquisition) de grands clients *corporate* (entreprises, investisseurs, mais aussi États...). Ces activités sont généralement scindées en entités distinctes, habituellement désignées par des anglicismes :

les opérations de **Corporate Finance** ([finance d'entreprise](#)), de **Global Capital Markets** ([marchés financiers](#)), et de **Structured Finance** (opérations de financement).

On différencie parfois la **banque d'investissement** (*investment banking* en anglais) de la **banque d'affaires** (*corporate banking*) en attribuant à la première les activités de marchés et à la seconde celles de finance d'entreprise. Toutefois le terme de *banque de financement et d'investissement* (BFI), ou son équivalent anglais (*corporate & investment bank* ou CIB), qui inclue les deux activités, tend à se généraliser. En France, la BFI de [Société générale](#) s'appelle SG CIB, et celle du [Crédit agricole](#) se nomme Crédit agricole CIB depuis février 2010.

Article complet et références sur le site : http://fr.wikipedia.org/wiki/Banque_d_investissement

Biocarburant - Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

Un **biocarburant** ou **agrocarburant** est un [carburant](#) produit à partir de matériaux organiques non fossiles, provenant de la [biomasse](#). Il existe actuellement deux filières principales :

- filière huile et dérivés ([biodiesel](#)) ;
- filière [alcool](#), à partir d'[amidon](#), de [cellulose](#) ou de [lignine](#) hydrolysés.

D'autres formes moins développées voire simplement au stade de la recherche existent aussi : carburant gazeux ([biogaz carburant](#), dihydrogène), carburant solide.

Dénomination [\[modifier\]](#)

La langue anglaise ne possède qu'un seul terme, [biofuel](#), qui peut être également retrouvé dans des textes francophones.

Plusieurs expressions concurrentes coexistent en langue française :

- Biocarburant.

L'expression « biocarburant » (formé du grec *bios, vie, vivant* et de [carburant](#)^[1]) indique que ce carburant est obtenu à partir de matière organique (biomasse), par opposition aux carburants issus de ressources fossiles. L'appellation « biocarburant » a été promue par les industriels de la filière^[2] et certains scientifiques. Biocarburant est la dénomination retenue par le Parlement européen^[3].

- Agrocarburant.

L'expression « agrocarburant » (du latin *ager*, le champ)», plus récente (2004)^[4], indique elle que le carburant est obtenu à partir de produits issus de l'agriculture. Elle est privilégiée par certains scientifiques, une partie de la classe politique française (à sensibilité écologiste) et des médias qui estiment que le préfixe « bio » est associé en France au mode de production de l'[agriculture biologique](#)^[5] et soupçonnent les industriels de la filière de profiter de l'image positive de celle-ci. En 2007, l'association [Bio Suisse](#) demande dans un communiqué de presse à l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) de modifier les textes de lois et l'usage en Suisse pour que ne soit plus utilisé que le terme agrocarburant^[6]. « agrocarburant » est le plus souvent utilisé pour marquer la provenance [agricole](#) de ces produits, et la différence avec les produits issus de l'[agriculture bio](#).

- Nécrocarburant.

Certains courants [écologistes](#) recourent à l'expression « [Nécrocarburant](#) » pour dénoncer les risques écologiques et sociaux posés par le développement des agrocarburants^[7].

- Carburant végétal.

Cette expression est utilisée par l'ADECA, une association dédiée au développement de ce type de carburant^[8].

- Carburant vert »

Dénomination appliquée parfois à des carburants contenant une fraction de biocarburant.

La canne à sucre peut être utilisée pour produire des agrocarburants.

Article complet avec références à lire sur le site : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Biocarburant>

Contrat à terme - Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

Un **contrat à terme** (*future* en anglais) est un engagement ferme de livraison standardisé, dont les caractéristiques sont connues à l'avance, portant sur :

- une quantité déterminée d'un [actif sous-jacent](#) précisément défini,
- à une date, appelée échéance, et un lieu donnés,
- et négocié sur un [marché à terme organisé](#).

Les contrats à terme sont les [instruments financiers](#) les plus traités au monde.

Histoire [\[modifier\]](#)

Premiers, par leur volume, des [produits dérivés](#), les contrats à termes constituent une amélioration par rapport aux contrats à terme dits [forwards](#), instrument [de gré à gré](#), qui sont leur ancêtre direct.

Ces transactions à terme permettaient aux producteurs de bloquer un prix longtemps à l'avance et de se protéger d'un effondrement des cours. Le vendeur ne profite donc pas d'une éventuelle hausse des prix. Par contre, il est protégé si les cours baissent.

Les contrats à terme sont apparus sous leur forme actuelle dans la deuxième moitié du [XIX^e siècle](#) aux États-Unis sur les marchés de céréales ([maïs](#), [blé](#), [avoine](#), etc.). Dès le XVI^e siècle, certaines marchandises étaient déjà l'objet de négociations autour de contrats à terme, comme le témoignent, par exemple, les archives de la Compagnie des Indes.

Puis, devant le succès de la formule, ont été progressivement mis en place pour un grand nombre de produits de base, matières premières et produits agricoles : [or](#), [argent](#), [pétrole](#), [gaz naturel](#), [soja](#), [bétail](#), [coton](#), etc.

Au cours des [années 1970](#), ils ont été étendus à des produits uniquement financiers :

- d'abord les [devises](#), sans grand succès,
- puis les [taux d'intérêt](#) : [emprunts d'État](#) et taux [IBOR](#).

C'est là qu'ils ont trouvé leur utilité économique principale, et connu une croissance phénoménale. Ils ont depuis été adaptés avec succès aux [indices boursiers](#).

Volume et importance économique [\[modifier\]](#)

Au printemps 2004, selon l'étude triennale de la [BRI](#), les volumes quotidiens des marchés à terme organisés en contrats à terme et [options](#) étaient de 4,7 milliards de [dollars](#), dont plus de 80 % étaient des contrats à terme sur taux d'intérêt. Leur rythme de croissance annuel moyen sur les trois dernières années était de 28%.

Les contrats à terme représentent plus de 40 % du volume global des [marchés financiers](#). Ils constituent notamment les marchés directeurs des taux d'intérêt à moyen et long terme.

Article complet sur le site http://fr.wikipedia.org/wiki/Contrat_%C3%A0_terme

Définition du contrat à terme selon Ithaque

Un future ou contrat à terme est un contrat standardisé négocié sur un marché organisé permettant de s'assurer ou de s'engager sur un prix pour une quantité déterminée d'un produit donné (le sous-jacent) à une date future. Il existe toute une panoplie de contrats dont les caractéristiques sont prédéterminées en fonction des besoins exprimés par les agents économiques :

- Le sous-jacent peut être une matière première (commodity) : blé, pétrole, métaux... ou un instrument financier : taux, cours, indice boursier...
- La quantité (dans le cas des commodities) ou le nominal (produits financiers)
- Le mode de cotation (en pourcentage ou en valeur)
- La variation minimale du prix (le " tick ")
- Les échéances
- Le mode de liquidation : par livraison du sous-jacent (le moins fréquent) ou en cash

Exemple : le Winefex® est le nouveau contrat future sur le vin de Bordeaux lancé par Euronext. (voir <http://www.matif.com>.)

- Le sous-jacent est du vin de Bordeaux primeur choisi parmi des appellations connues voire prestigieuses (Saint-Estèphe, Margaux, ...)
- La quantité d'un contrat est fixée à 5 caisses de 12 bouteilles de 75cl
- La cotation est exprimée en Euro par bouteille
- La variation minimale du cours est de 0.1 Euro par bouteille soit 6 Euro par contrat
- Les échéances sont fixées en Novembre, Mars, May, Juillet et Septembre
- La liquidation du contrat peut se faire par livraison effective du vin par le vendeur ou bien en cash au prix de clôture de l'échéance

Un marché organisé

Les contrats futures se négocient exclusivement sur des marchés officiels et régulés (Matif, Liffe, CBOT, Eurex...). Seuls les membres du marché ont accès à la négociation. La négociation à la criée, encore pratiquée sur le CBOT (Chicago Board Of Trade) est de plus en plus abandonnée pour la négociation électronique.

Acheteurs et vendeurs peuvent éventuellement se connaître lors de la négociation, ou bien celle-ci peut s'effectuer de façon totalement anonyme. Quoiqu'il en soit, au moment de l'exécution des trades, c'est la chambre de compensation qui vient s'interposer et devient l'acheteur pour tous les vendeurs et le vendeur pour tous les acheteurs.

La chambre de compensation assume donc à la place des participants le risque de contrepartie. Pour ce faire, chaque adhérent doit verser à la chambre un dépôt de garantie à l'exécution de chaque négociation. Ces dépôts de garantie sont réévalués tous les jours en fonction de la valeur de marché (on dit qu'ils sont " marked to market ") des positions détenues

par l'adhérent.

La différence cours de compensation du jour - cours de compensation veille > 0 est payée par les vendeurs à la chambre de compensation, qui la reverse aux acheteurs. Ce sont les appels de marge. Les marchés de futures présentent ainsi la particularité que le résultat de chaque trade est calculé et perçu ou payé quotidiennement.

A l'échéance, les contrats sont liquidés comme prévu dans les spécifications, soit par livraison effective du sous-jacent par le vendeur, soit en cash au prix du marché, les vendeurs payant alors aux acheteurs la valeur atteinte par les contrats le jour de la liquidation. Mais les participants ont surtout à tout moment la possibilité de " déboucler " leur position en achetant (ou vendant) la même quantité de contrats vendue (ou achetée) à l'origine, ce qui fait disparaître leur position.

Il est important de noter que le prix des futures suit de près les prix de l'actif sous-jacent. Plus on se rapproche de l'échéance, plus les deux marchés (le marché au comptant et le marché des futures) tendent à converger.

Utilisation des futures

Pour un agent économique qui cherche une protection contre le risque de fluctuation des prix des matières premières ou des indicateurs financiers, les futures permettent de fixer à l'avance le prix de l'actif sous-jacent. Dans l'exemple du " Winefex ", cité plus haut, les producteurs de vin, qui veulent se couvrir contre une chute des cours du vin au moment où ils mettront en vente leur production de l'année, pourront donc vendre à terme des contrats. A l'inverse les négociants en vin achèteront à terme des contrats.

Exemple : un producteur de vin de Bordeaux envisage de mettre en vente sa production en novembre de l'année en cours. Il vend donc une quantité appropriée de contrats pour cette échéance. Quel que soit le prix du vin de Bordeaux en Novembre, il a l'assurance de pouvoir vendre sa production au prix négocié lors de la vente des contrats. En contrepartie, il perd la possibilité de profiter d'une hausse éventuelle du cours du vin de Bordeaux.

Les intervenants sur le marché des futures ne sont pas tous à la recherche d'une protection contre les fluctuations des cours. Les spéculateurs viennent, eux, tenter de réaliser des gains en pariant sur l'évolution des cours : s'ils anticipent une baisse des cours, ils vendent des contrats, réalisant ainsi une plus-value en les rachetant moins cher quand l'échéance approche. A l'inverse s'ils anticipent une hausse des cours ils achètent des contrats, ce qui leur permet de les revendre plus cher plus tard.

S'il n'y avait que des " hedgers " (ceux qui utilisent les futures comme instrument de couverture) sur le marché, les vendeurs proposeraient toujours le prix le plus élevé possible, et les acheteurs le plus bas possible. La différence entre le prix moyen offert et le prix moyen demandé (le spread) serait en permanence très importante, et très peu de transactions pourraient se faire. Les spéculateurs intercalent des offres intermédiaires et apportent donc de

la liquidité au marché. Pour résumer, pour qu'un hedger puisse se couvrir contre la hausse des cours, il faut qu'il y ait en face de lui un spéculateur qui lui, parie sur la baisse des cours !

Cette page est soutenue par [ITHAQUE](#), expert historique en systèmes d'information des marchés financiers. Source : http://www.fimarkets.com/pages/future_contrat_a_terme.htm

De gré à gré - Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.



Cet article est une **ébauche** concernant l'**économie**.

Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant ([comment ?](#)) selon les recommandations des [projets correspondants](#).

L'expression **de gré à gré** signifie à *l'amiable, d'un commun accord*. Une transaction de gré à gré est une transaction entre deux parties libres de contracter et normalement informées (notamment en [immobilier](#)). Elle est à l'opposée d'une transaction forcée, soit par expropriation, par liquidation de faillite, etc.

Un marché de **gré à gré** - ou ***Over The Counter* (OTC)** en anglais (*hors Bourse*) - est un marché sur lequel la [transaction](#) est conclue directement entre le vendeur et l'acheteur. Il s'oppose à un [marché organisé](#) (ou en [Bourse](#)), où la transaction se fait avec la [Bourse](#). Les opérations y sont souvent moins standardisées et moins [normalisées](#) ou dans un cadre [réglementaire](#) plus souple.

Par exemple, le marché des [devises](#) est essentiellement un marché de gré à gré : une [entreprise](#) ou une [banque](#) qui désire effectuer une opération de change va se mettre en relation directe avec une autre banque. Il existe cependant un marché organisé des devises : [CLS](#).

Parfois, un [courtier](#) sert d'intermédiaire, mais ce dernier n'est pas une contrepartie : il n'interviendra pas dans le règlement de la transaction. Parfois, par contre, une banque propose elle-même ce type de transaction et en assure la contrepartie, mais souvent en [couvrant son risque](#) sur un autre marché.

Un marché de gré à gré est moins [transparent](#) qu'un [marché organisé](#).

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/De_gr%C3%A9_%C3%A0_gr%C3%A9

Dérèglementation - Extrait d'un article de Wikipédia

La **dérèglementation** (en [anglais](#) *deregulation*) consiste en la suppression de contraintes [réglementaires](#).

La dérèglementation est en général une composante importante de la mise en œuvre des principes du [libéralisme économique](#). Cependant, lorsque dans une [branche d'activité](#) un

[monopole public](#) est aboli, il est parfois nécessaire d'augmenter la réglementation et la régulation de cette branche.

Des [autorités de régulation](#) sont mises en place dans les secteurs [naturellement oligopolistiques](#) ou [naturellement monopolistiques](#), avant de vérifier le maintien effectif de la concurrence.

Les déréglementations ont eu lieu dès la fin des [années 1970](#) au [Royaume-Uni](#) (politiques économiques de [Margaret Thatcher](#)) et aux [États-Unis](#) ([Ronald Reagan](#)), puis se sont étendues aux autres [pays développés](#) à partir des [années 1980](#). Les déréglementations ont commencé en France dès 1983 avec la déréglementation des [marchés financiers](#) (après l'échec du [programme commun](#)). Sous l'influence de la [commission européenne](#), elles se sont accélérées à partir des [années 2000](#).

Libéralisation, réglementation et régulation [modifier]

En français, [réglementation](#) et [régulation](#) ne sont pas synonymes. Réglementer veut dire assujettir une activité à des [règlements](#). Réguler veut dire chercher à donner une certaine stabilité à un système. La réglementation peut avoir pour but la régulation, mais peut aussi avoir de tous autres buts. Inversement, la régulation peut se faire à travers des règlements, mais peut aussi se faire d'autres façons. Par exemple, les guides gastronomiques assurent une certaine régulation du secteur de la restauration, en établissant de facto des standards de qualité et en sanctionnant la conformité à ces standards.

Le lien entre [libéralisation](#) et déréglementation n'est pas évident ; les libéraux eux-mêmes sont parfois en désaccord. Par contre, les syndicats y voient eux, un lien évident.

Source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9r%C3%A9glementation>

Durable - Durabilité - Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

Le terme **durabilité** (ou soutenabilité) est utilisé depuis les [années 1990](#) pour désigner la configuration de la [société](#) humaine qui lui permette d'assurer sa [pérennité](#).

Cette organisation humaine repose sur le maintien d'un [environnement](#) viable, sur le [développement économique](#) à l'échelle planétaire, et, selon les points de vue, sur une [organisation sociale](#) équitable.

La période de transition vers la durabilité peut se faire par le [développement durable](#).

Terminologie [modifier]

Une manière, parmi d'autres, de représenter les concepts du développement durable : Gérer, restaurer, protéger des ressources plus ou moins renouvelables...

La **durabilité** est la qualité de ce qui est durable (définition du Petit Larousse). En [droit](#), c'est la période d'utilisation d'un [bien](#). Dans le domaine de la [sûreté de fonctionnement](#), c'est l'aptitude d'un bien à accomplir une fonction jusqu'à ce qu'un état limite soit atteint (voir la norme NF X 60-500).

Les termes de durabilité et de [développement durable](#) ont été popularisés dans les [années 1990](#).

En [1987](#), le [Rapport Brundtland](#) définissait le [développement durable](#) comme l'objectif de développement compatible avec les [besoins](#) des générations futures. Il doit inclure trois piliers : [économique](#), [environnemental](#), et d'équité sociale.

Un autre terme est également employé dans ce sens : le néologisme « **soutenabilité** », construit sur un mot anglais (voir **(en)** [sustainability](#)). On parle quelquefois de « développement soutenable » (voir l'article **(en)** [sustainable development](#)).

Lire la suite de l'article sur le site <http://fr.wikipedia.org/wiki/Durabilit%C3%A9>

A propos de **durabilité**, on peut consulter l'article de **Léo Dayan**, intitulé ***Ce que développement durable veut dire : le Lien le Lié le Liant*** :

« **La durabilité, un concept holistique**

Le concept de durabilité ouvre un nouveau champ d'étude: le lien, le lié, le liant. Il introduit donc un nouvel objet de science et induit simultanément l'idée de limites au développement (sustainability = soutenabilité), celles que le maintien du lien organise et requiert. Il invite à remettre en question les partages disciplinaires, l'idée dominante de la spécialisation du travail, les cloisonnements des savoirs et la prévalence des verticalités organisationnelles. Il commande de s'écarter de l'individualisme méthodologique, des insularismes économiques et des sommations disciplinaires pour reconstruire, dans le transdisciplinaire, le concept de développement et pouvoir relier l'éthique, le politique et la science... »

La suite est à découvrir sur le site suivant : <http://www.apreis.org/>

Monoculture - Article de Wikipédia



Cet article est une **ébauche** concernant l'**agriculture** et l'**environnement**.

Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant (**comment ?**) selon les recommandations des [projets correspondants](#).

En [agriculture](#), la **monoculture** est la culture d'une seule [espèce](#) de [plante](#) (la monoculture du [riz](#), du [tabac](#), de la [vigne](#),...). Ce concept s'oppose à la [polyculture](#). Il peut s'appliquer soit à une [parcelle](#), soit à un ensemble de [parcelles](#) au niveau d'une [exploitation agricole](#), voire d'une région.

La monoculture est un cas particulier de [succession culturale](#), qui n'est généralement pas recommandée sur le plan [agronomique](#). En effet, le retour de la même [culture](#) sur les mêmes [parcelles](#) plusieurs [années](#) de suite peut entraîner des effets négatifs par suite de l'épuisement

de certains [éléments nutritifs](#) du [sol](#) et par le développement excessif de certains ennemis des cultures ([parasites](#), [ravageurs](#), [maladies](#)...).

La monoculture peut aussi être une gêne pour la [biodiversité](#), si une espèce choisie est développée dans des quantités trop importantes elle peut perturber un [écosystème](#).

Source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Monoculture>

Programme alimentaire mondial - Un article de Wikipédia

Le **Programme alimentaire mondial (PAM)** est l'organisme d'aide alimentaire de l'[ONU](#). La plus grande organisation humanitaire du monde, le PAM fournit principalement de la nourriture aux personnes souffrant de la faim. En moyenne, chaque année, le PAM nourrit 90 millions de personnes dans 80 pays, dont 58 millions d'enfants. Son siège se situe à [Rome](#), en [Italie](#).

Historique [\[modifier\]](#)

Suite à une série de catastrophes durant l'année [1962](#), l'[Assemblée générale des Nations unies](#) décida en [1963](#) de créer le PAM pour venir en aide aux personnes les plus démunies au monde. Son but principal est d'apporter une aide d'urgence aux populations souffrant de la faim, mais l'aide au développement fait également partie de son travail ^[1].

Mandat [\[modifier\]](#)

La mission du Programme alimentaire mondial est d'éliminer la faim et la pauvreté dans le monde, en répondant aux besoins d'urgence et en appuyant le développement économique et social. Le PAM vise aussi à réduire le taux de mortalité infantile, à améliorer la santé des femmes enceintes et à lutter contre la carence de micronutriments et contre les maladies comme le VIH/SIDA.

Le PAM a pour objectif de fournir une aide alimentaire :

- aux victimes de catastrophes naturelles tel le tremblement de terre au Pakistan en 2005
- aux personnes réfugiées ou déplacées à l'intérieur de leur propre pays - contraintes de tout abandonner à la suite de conflits, d'inondations, de sécheresses ou d'autres catastrophes naturelles, telles celles survenues en Haïti, au Soudan et au Sierra Leone.
- aux pauvres souffrant de la faim qui n'arrivent pas à se sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de la malnutrition.

Organisation [\[modifier\]](#)

Le PAM est dirigé, depuis 1996, par un Conseil d'administration formé par les 36 États

Membres. En avril 2007, [Josette Sheeran](#) a été nommé Directrice Exécutive du PAM par le Secrétaire général des Nations Unies et le Directeur général de la [FAO](#). Elle exercera cette fonction pour un mandat de cinq ans, avec l'aide de quatre Directeurs adjoints (Jean-Jacques Graisse, Sheila Sisulu, John M. Powell et Susana Malcorra) ^[2].

Le PAM en chiffres [\[modifier\]](#)

- Le PAM emploie un personnel de 10 587 personnes en 2006, dont 92% travaillent directement sur le terrain.
- En 2007, son budget atteignit de 2,9 milliards de [dollars](#), mais le budget nécessaire en [2008](#) est de 3,65 milliards de dollars du fait de la hausse des cours des matières premières. En avril 2008, ce budget restait très déficitaire, il manquait 756 millions de dollars.^[3]
- En 2006, le PAM a distribué plus de 4 millions de tonnes de nourriture à 87.8 millions de personnes dans 78 pays différents. La grande majorité des personnes assistées (63.4 millions) ont été atteintes grâce aux opérations d'urgence du PAM (dont celles au [Kenya](#), au [Liban](#) et au [Soudan](#)).
- Les deux États qui contribuent le plus à la lutte contre la faim sont, et de loin, les États-Unis et le Royaume-Uni. Cette aide n'est pas totalement réservée au budget du PAM:^[4]
 - o L'aide américaine atteint 4500 millions de dollars en 2005, mais elle baisse à 3700 millions l'année suivante.
 - o L'aide britannique est de 835 millions de dollars en 2006, en forte hausse, après 628 millions de dollars en 2005.
 - o L'aide allemande reste relativement stable: 340 millions de dollars en 2005, 382 millions de dollars en 2006.
 - o L'aide française reste plutôt faible, avec 67 millions de dollars en 2005 et 82 millions de dollars en 2006; l'urgence de la situation alimentaire mondiale conduisant le gouvernement à envisager une aide de près de 100 millions de dollars en 2008, versés à 70% au PAM.^[5]

Une aide prioritairement réservée aux enfants [\[modifier\]](#)

L'aide alimentaire du PAM est particulièrement axée sur les femmes et les enfants, les plus touchés par la faim et la pauvreté.

25% des personnes souffrant de la faim sont des enfants. Pour lutter contre la faim chez les enfants, le PAM fournit depuis la fin des années 1960 des repas de midi gratuits dans les écoles du monde entier, pour permettre aux élèves les plus pauvres d'aller à l'école et de se concentrer sur leurs leçons plutôt que sur leur faim.

En 2006, le PAM a atteint 20.2 millions d'enfants dans 71 pays différents. En plus des repas du midi, le PAM distribue aussi des rations alimentaires pour les familles des enfants, une autre façon de convaincre les parents d'envoyer leurs enfants (et surtout leurs filles) à l'école.

Les difficultés de la corne de l'Afrique [\[modifier\]](#)

La [corne de l'Afrique](#) est une zone où le PAM est particulièrement présent. L'aide alimentaire au [Soudan](#) est le programme le plus important de l'agence, qui a fourni des vivres à 6.4 millions de soudanais en 2006. En 2007, le PAM aura besoin de \$685 millions de [dollars](#) pour venir en aide à 5,5 millions de soudanais (dont 2,8 million au Darfour).

Après le Soudan, les plus grandes opérations du PAM sont celles en [Éthiopie](#) et au [Kenya](#).

Notes et références [\[modifier\]](#)

- ↑ **(fr)** [Qui sommes nous? - Quelle est la mission du PAM? \[archive\]](#), Programme alimentaire mondial. Consulté le [10 janvier 2008](#)
- ↑ **(fr)** [Qui sommes nous? - Comment est organisé le PAM \[archive\]](#), Programme alimentaire mondial. Consulté le [10 janvier 2008](#)
- ↑ *La France double son aide alimentaire*, Sixtine Léon-Dufour, Le Figaro économie, 19/04/08, p20
- ↑ Source Quai d'Orsay pour Le Figaro économie, 19/04/08
- ↑ *La France double son aide alimentaire*, Sixtine Léon-Dufour, Le Figaro économie, 19/04/08, p 20

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Programme_alimentaire_mondial

Révolution verte - Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

La Révolution verte est une politique de transformation des agricultures des [pays en développement](#) (PED) ou des [pays les moins avancés](#) (PMA), fondée principalement sur l'intensification et l'utilisation de variétés de [céréales](#) à hauts potentiels de rendements.

Ce processus peut être résumé par la formule : $RV = VHR + NKP + H2O$, mettant l'accent sur la combinaison de facteurs essentiels que sont l'utilisation de variétés à haut rendement (VHR), d'intrants (NKP, soit des engrais ou produits phytosanitaires) et l'importance de l'irrigation (H2O).

Le terme « révolution verte » désigne le bond technologique réalisé en [agriculture](#) au cours de la période 1944-1970, à la suite de progrès scientifiques réalisés durant l'[entre-deux-guerres](#). Elle a été rendue possible par la mise au point de nouvelles [variétés à haut rendement](#), notamment de [céréales](#) ([blé](#) et [riz](#)), grâce à la [sélection variétale](#). L'utilisation des [engrais](#) minéraux et des [produits phytosanitaires](#), de la [mécanisation](#) et de l'[irrigation](#) y ont aussi contribué. Elle a eu pour conséquence un accroissement spectaculaire de la [productivité](#) agricole (mais les estimations de cette augmentation restent encore très controversées^[1]) et a permis d'éviter les [famines](#) catastrophiques, qui auraient pu découler de l'augmentation sans précédent de la [population mondiale](#) depuis 1950.

Rendements du blé dans les pays en développement, 1950-2004

Histoire [[modifier](#)]

Les racines mexicaines [[modifier](#)]

On peut dater le lancement de la "Révolution Verte" de [1943](#) avec la création de l'*Office of Special Studies*, né de la collaboration entre la [Fondation Rockefeller](#) et l'administration présidentielle de [Manuel Ávila Camacho](#) au [Mexique](#). Le prédécesseur de Camacho, [Lázaro Cárdenas](#), était un partisan de la [réforme agraire](#), inscrite dans la Constitution mexicaine de [1917](#) mais délaissée par ses prédécesseurs jusqu'à son élection en [1934](#). Il noue, dès son entrée en fonction, une alliance politique avec la paysannerie mexicaine en soutenant la constitution de la Confédération nationale paysanne qui vient se placer dans l'orbite de son parti. Il parvient en six ans à redistribuer plus de 15 millions d'hectares de terres au profit d'environ 750 000 familles paysannes^[2].

L'arrivée de [Ávila Camacho](#) marque cependant un net changement de cap. Ce dernier est surtout soucieux de rendre l'agriculture [mexicaine](#) capable de soutenir l'[urbanisation](#) et l'[industrialisation](#) croissantes du pays. Il va trouver dans ses voisins américains de solides soutiens à cette nouvelle orientation. Le vice-président américain [Henry Wallace](#), qui percevait les ambitions de Camacho comme une chance pour l'économie et les intérêts militaires américains, a joué un rôle majeur pour convaincre la [Fondation Rockefeller](#) de travailler avec le nouveau gouvernement mexicain^[3].

C'est J. George Harrar, plus tard président de la [fondation Rockefeller](#), qui prend la tête de la petite structure que constitue à l'origine l'*Office of Special Studies*^[4]. Il y réunit des [généticiens](#) et [phytopathologistes](#) américains ([Norman Borlaug](#), Edwin Wellhausen, William Colwell) et mexicains dont les principaux axes de recherche concernent le développement de variétés de [maïs](#) et de [blé](#) à haut potentiel de rendement ; [Borlaug](#) recevra le [Prix Nobel](#) en 1970 pour ses travaux sur la culture du [blé](#).

Dans le même temps, le gouvernement mexicain investit massivement dans les infrastructures pour l'irrigation des plaines et plateaux semi-arides, et l'adoption de nouvelles semences de blé se répand, principalement parmi les gros agriculteurs du Nord et du Nord-Est^[5]. Pendant toute cette période, un organisme public, le Conusapo, continue de protéger l'agriculture mexicaine des variations du marché mondial.

L'augmentation de la production de blé figure parmi les effets les plus spectaculaires de la révolution verte au [Mexique](#). Si elle était en augmentation constante depuis les années 1920, elle connaît un saut quantitatif important, dû à la fois à l'augmentation des rendements et à celle des surfaces cultivées. Le Mexique est devenu auto-suffisant en blé en 1951 et a commencé l'exportation de cette céréale l'année suivante alors que dans le même temps sa population augmentait fortement^[6].

Les succès relatifs de la « révolution verte » n'ont pas pour autant signifié la disparition de la [malnutrition](#) au [Mexique](#). Le coût des semences et des investissements en matériel, prohibitif pour un grand nombre de paysans, ont conduit à une intensification de l'[exode rural](#)^[7].

L'industrialisation, fortement mécanisée et donc peu demandeuse en main-d'œuvre, que

connaît parallèlement le pays n'a pu absorber une population qui est venue grossir les rangs des [bidonvilles](#). C'est aussi de cette époque que date l'accélération de l'[émigration](#) en direction des États-Unis. Cette dernière restera légalement admise jusqu'en [1964](#)^[8].

Recherche scientifique et volontarisme politique [\[modifier\]](#)

A l'origine de la révolution verte figure l'idée que la génétique serait le principal facteur déterminant le niveau de production des cultures alimentaires. C'est ce qui a conduit ses promoteurs à porter prioritairement leurs efforts sur la recherche en matière agronomique. Forte de l'expérience mexicaine, perçue comme un succès par la majorité des décideurs politiques impliqués, la [fondation Rockefeller](#) s'est ainsi attachée à diffuser l'idée de révolution verte par le biais de l'implantation de nouveaux centres de recherche à travers le monde.

Au Mexique, l'*Office of Special Studies* est devenu le [centre international d'amélioration du maïs et du blé](#), ou CIMMYT (de l'espagnol *Centro internacional de mejoramiento de maíz y trigo*) en 1963. En 1960, les fondations Rockefeller et [Ford](#) ont conjointement établi l'[IRRI](#) (The International rice research institute) aux [Philippines](#), contribuant à répandre l'emploi de variétés à haut rendement en [Asie](#). L'[Indonésie](#), le [Pakistan](#), le [Sri Lanka](#) et d'autres pays d'[Amérique latine](#) et d'[Afrique du Nord](#) ont suivi cette voie.

Plus tard, le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT)^[9] s'est installé en [Colombie](#), le Centre international de la [pomme de terre](#) au [Pérou](#) et l'Institut de recherche sur les cultures des régions tropicales semi-arides (ICRISAT) en [Inde](#). Une association internationale, le [Consultative Group on International Agricultural Research](#) (CGIAR), fut créée en 1971, sous l'auspice de la Fondation Rockefeller, pour coordonner les efforts des groupes de recherche locaux en matière agricole. Il chapeaute aujourd'hui une quinzaine de centres dans le monde^[10].

Les recherches menées par ces organismes se sont concentrées sur la fabrication par [hybridation](#) de variétés à haut rendement concernant les trois principales céréales cultivées dans le monde : [riz](#), [blé](#), [maïs](#), délaissant largement, au moins dans un premier temps, des céréales comme les [millets](#), le [sorgho](#) ou des pseudo-céréales comme le [quinoa](#)...

L'efficacité des variétés produites par ces centres de recherche est toutefois restée subordonnée à la mise en place de systèmes de culture complexes et coûteux. Partout où elle a été menée avec succès, la révolution verte a donc nécessité une politique étatique volontariste qui s'est généralement traduite par :

- des subventions à l'utilisation des intrants chimiques (pesticides, fertilisants...)
- un aménagement du territoire en matière de maîtrise de l'eau ([irrigation](#))
- des subventions à l'achat des semences
- une protection des prix des matières agricoles^[11]

L'expérience indienne [modifier]

Article détaillé : [Révolution verte en Inde](#).

L'[Inde](#) est devenu le second pays à expérimenter la révolution verte, à la suite de la collaboration de la [Fondation Ford](#) et de l'État indien. La politique mise en œuvre par le ministre de l'agriculture [Chidambaram Subramaniam](#) s'est appuyée sur l'incitation à l'utilisation des semences de [blé](#) à haut potentiel de rendement du [CIMMYT](#) et sur un programme visant à encourager le développement de l'[irrigation](#) et d'une recherche [agronomique](#) locale. A la fin des années 1970, le rendement du riz avait augmenté de 30% permettant à l'[Inde](#) de faire face à la croissance de sa population sans subir les [famines](#) récurrentes qu'elle avait connues dans les années 1960 et particulièrement celle de 1966 qui fit des milliers de morts. La révolution verte assura des récoltes abondantes dans les États semi désertiques tels le [Pendjab](#). Ce dernier, qui était dans les années 1950 un état aride et pauvre, est aujourd'hui l'un des plus riches d'Inde^[12]. La [malnutrition](#) reste cependant largement répandue dans l'ensemble du pays^[13].

L'Asie du Sud-Est [modifier]

L'[Asie du Sud-Est](#) est la région du monde où la production céréalière s'est accrue le plus rapidement dans les années 1970 et 1980^[14]. Des pays comme l'[Indonésie](#) et les [Philippines](#), considérés comme structurellement déficitaires, sont quasiment devenus autosuffisants en l'espace de quelques décennies ; le [Vietnam](#) est devenu en peu de temps le troisième exportateur mondial de [sucre](#) alors qu'il ne possédait que quelques champs de cannes dix ans auparavant.

Dans la majorité des pays de la région, la **révolution verte** s'est traduite par une augmentation sensible des rendements, et non par un accroissement massif des surfaces exploitées^[15]. L'emploi des variétés mises au point par l'[IRRI](#) explique en grande partie cet accroissement des rendements. Cependant, leur adoption par les paysans locaux n'a pas garanti à elle seule ces performances. Pour être pleinement efficaces, ces variétés ont nécessité une modification complète des systèmes de production agricole : drainage, fertilisation minérale, traitement chimique... Seule la mise en place par les États de cette région de projets de développement spécifiques ont permis une augmentation substantielle de la production agricole.

L'intervention étatique, secondée financièrement par l'appui d'organisations internationales ([Banque mondiale](#), Banque asiatique pour le développement...), fut donc une condition importante du succès de la révolution verte. Les politiques de subvention à l'achat des intrants (notamment aux [Philippines](#) et en [Indonésie](#)...) furent indispensables pour l'accès de ses produits aux agriculteurs^[16]. Le maintien d'une protection des prix des variations du marché international a aussi profité au développement du secteur en garantissant un revenu régulier aux agriculteurs confrontés à de lourds investissements.

La révolution verte a, comme ailleurs, provoqué d'importants effets sociaux. À l'inverse du [Mexique](#), elle ne s'est cependant pas traduite par une explosion de l'[exode rural](#). Comme en [Inde](#) ou au [Pakistan](#), la mécanisation a par exemple permis d'accélérer la préparation des sols,

autorisant plusieurs cycles de récolte par an et une intensification de la culture, fortement consommatrice de main-d'œuvre.

Seule la [Thaïlande](#) fait exception à la règle^[17], en grande partie à cause de surfaces cultivables bien plus étendues que ses voisins. En ce qui concerne le riz, l'emploi des variétés sélectionnées par l'[IRRI](#) n'y dépasse pas 25% des semences utilisées et se limite aux régions où la maîtrise de l'eau est la plus aisée. La mécanisation s'est traduite par une élévation de la surface cultivée qui n'est pas nécessairement corrélée à une hausse des rendements à l'hectare. Les systèmes de culture restent très majoritairement extensifs sur des exploitations dont la taille moyenne, située entre trois et cinq hectares, est sensiblement plus élevée que chez ses voisins. La [Thaïlande](#) s'est principalement appuyée sur cet avantage de taille pour devenir le premier exportateur mondial de [riz](#)^[18].

Pour tirer profit de la Révolution Verte, les agriculteurs devaient avoir un peu d'argent et un accès aux ressources comme la terre et l'eau. Les paysans pauvres qui n'avaient ni l'un, ni l'autre ont été exclus de la Révolution Verte et beaucoup sont devenus encore plus pauvres.

***L'effet sur la sécurité alimentaire* [\[modifier\]](#)**

Les effets de la révolution verte sur la sécurité alimentaire des pays qui l'ont mise en œuvre n'ont pas été mécaniques et sont difficiles à appréhender. Il est généralement admis que la révolution verte a permis de faire face à une augmentation importante de la population dans les pays concernés et ainsi d'éviter des vagues de famines chroniques. La [population mondiale](#) a en effet augmenté de près de 4 milliards depuis le début de la révolution verte. Malgré cette croissance spectaculaire de la population, un habitant des [Tiers Mondes](#) bénéficie en moyenne d'un apport calorique 25% plus important qu'avant sa mise en œuvre^[19]. Sans doute la situation pointée par l'[Organisation des Nations unies](#) qui comptabilisent 850 millions de personnes souffrant de [sous-nutrition](#) dans le monde serait-elle encore plus grave sans cette augmentation de la production agricole.

Un tel raisonnement s'appuie sur un raisonnement néo-malthusien qui était omniprésent au sein des fondations promotrices de la révolution verte comme l'atteste la déclaration de [Norman Borlaug](#) lors de la réception de son prix Nobel : « nous sommes confrontés à deux forces opposées, le pouvoir de la science sur le niveau de la production alimentaire et le pouvoir de reproduction de l'être humain »^[20].

Les liens entre le niveau de la production agricole et l'alimentation des populations n'est cependant pas direct. Les travaux d'[Amartya Sen](#) ont ainsi montré que les grandes [famines](#) historiquement répertoriées n'ont pas été causées par une baisse de la production alimentaire mais par des dynamiques politiques, socio-économiques et un échec de l'action publique qui ont engendré des inégalités dans la redistribution de la nourriture^[21]. [Jean Ziegler](#), le rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, estime pour sa part que le niveau actuel de production de nourriture dans le monde est suffisant pour nourrir l'ensemble de la population mondiale et qu'il faut chercher dans la « répartition aberrante des richesses »^[22] la cause de la persistance d'un haut niveau de malnutrition. L'exemple indien est éclairant sur ce point : suite à la révolution verte, le pays est devenu légèrement exportateur de céréales en un

peu moins d'une décennie. L'accroissement des disponibilités alimentaires n'empêchait cependant pas en 2000 300 millions d'Indiens de continuer à souffrir de la faim, du seul fait de la faiblesse de leurs revenus^[23].

Les auteurs qui dénoncent les conséquences négatives de la révolution verte en termes de [sécurité alimentaire](#) pointent en particulier le passage d'une agriculture vivrière à une agriculture tournée vers l'exportation ou la nourriture animale^[24]. Dans certaines régions d'Inde, la révolution verte a ainsi substitué la culture du blé, qui n'entre pas directement dans le régime alimentaire des paysans, à celle des légumes secs. De même, les intrants chimiques, largement utilisés dans la mise en œuvre des nouveaux systèmes de production agricole, ont indirectement affectés l'alimentation des catégories de populations les plus fragiles. Les pesticides employés dans la production du riz en Inde ont ainsi éliminé le poisson et certaines plantes sauvages du régime alimentaire des paysans indiens^[25].

Les effets sociaux de la révolution verte [\[modifier\]](#)

L'impact politique [\[modifier\]](#)

Pour un grand nombre d'observateurs, l'objectif initial des promoteurs de la révolution verte relevait de préoccupations [géopolitiques](#) liés à la [guerre froide](#) : il s'agissait de nourrir la population des pays du [Tiers Monde](#) afin de maintenir la paix sociale et de diminuer les risques d'une révolution [communiste](#). Le journaliste d'investigation Mark Dowie s'appuie sur des documents internes des deux grandes Fondations impliquées pour souligner que la préoccupation de la Fondation Ford semblait supérieure dans ce domaine à celle de la [Fondation Rockefeller](#)^[26].

La révolution verte a eu pour effet d'affaiblir les mouvements [socialistes](#) dans de nombreux pays. En [Inde](#), au [Mexique](#), et aux [Philippines](#), ses solutions, présentées comme essentiellement technologiques, se sont substituées aux réformes agraires, dont les objectifs n'étaient pas limités à des préoccupations concernant le niveau de la production. Ainsi, le choix politique qui a constitué à privilégier une option essentiellement technique, a eu des effets sociaux très importants en stoppant dans de nombreux pays le mouvement redistributif^[27].

Les impacts socio-économiques [\[modifier\]](#)

La transition d'une agriculture traditionnelle vers le modèle prôné par la révolution verte, nécessitant de lourds investissements, a conduit au développement du crédit rural, facteur de fragilisation financière pour de nombreux petits agriculteurs. Au [Mexique](#), les dettes contractées par ces derniers les ont contraints à vendre les terres qu'ils avaient reçues lors des réformes agraires, impulsant une dynamique de re-concentration de la terre^[28].

De manière générale, la révolution verte a prioritairement profité aux agriculteurs qui possédaient de grandes exploitations et un accès au crédit. Certaines régions ont, pour des raisons climatiques, géographiques ou politiques, adopté plus aisément les principes de la

révolution verte. En [Inde](#), elle n'a ainsi été mise en œuvre qu'au nord-est et dans quelques enclaves du sud. La révolution verte a donc souvent conduit à une accentuation des disparités sociales, économiques et régionales et dans certains pays à une accélération de l'[exode rural](#).

Un marché mondial [\[modifier\]](#)

La révolution verte a marqué une étape décisive dans la constitution d'un marché agronomique mondialisé. Des groupes de recherche internationaux, souvent financés par les fondations d'entreprises multinationales ([Rockefeller](#), [Ford](#)), en ont été à l'origine. L'émergence de ces nouveaux marchés dans le domaine des semences, des engrais ou des pesticides ont principalement profité à des entreprises [agro-pharmaceutiques](#) basées aux États-Unis. [Exxon](#) a par exemple largement profité du succès de la révolution verte aux [Philippines](#) en y installant un vaste réseau de distribution pour y vendre des semences, des [engrais](#) ou des [pesticides](#)^[29].

La révolution verte est le modèle de développement le plus efficace à moyen terme dans le [Tiers-Monde](#). L'Inde en est l'exemple le plus connu et évident : en effet, elle a multiplié par 10 sa production de blé, et par 3 sa production de riz. Mais la révolution verte connaît aussi des limites : les productions demandent beaucoup d'eau, d'engrais, de pesticides (d'éléments chimiques en général), ce qui entraîne des sols moins fertiles, et très pollués. Elle a entraîné un usage excessif de [pesticides](#) et un appauvrissement de nombreux [sols](#)

Cette révolution a de nombreux effets non agricoles. Elle a causé de profonds changements culturels : [exode rural](#) massif, déperdition du savoir traditionnel agricole. Elle a par ailleurs été accusée de contribuer à réduire la [biodiversité](#) et de mettre les agriculteurs sous dépendance de l'[industrie agro-pharmaceutique](#).

Les impacts environnementaux [\[modifier\]](#)

L'augmentation du coût énergétique de la production [\[modifier\]](#)

La révolution verte a engendré une hausse de l'énergie nécessaire au processus productif^[30]. Plus d'un tiers des [énergies fossiles](#) consommées par l'agriculture est utilisée par la seule synthèse des [engrais](#). La dépendance accrue de l'agriculture à l'égard des fertilisants chimiques, des [pesticides](#) et des [herbicides](#) est aussi indirectement une dépendance à l'égard du pétrole^[31]. Les promoteurs de la théorie du [pic pétrolier](#) craignent que le déclin futur de la production d'énergie fossile conduise à une chute de la production agricole^[32] et une hausse importante du prix des produits d'alimentation.

La gestion de l'eau [\[modifier\]](#)

L'irrigation, qui s'est largement développée suite à la révolution verte, a été à l'origine d'importants problèmes de [salinisation](#), d'hydromorphie permanente (*waterlogging*) et de remontée des [nappes phréatiques](#)^[33]. La salinisation croissante ne peut être évitée qu'en

pratiquant un [drainage](#) intense, lui-même est extrêmement consommateur en [eau](#).

Les pesticides [modifier]

La révolution verte s'est accompagnée d'une augmentation de l'utilisation des [pesticides](#). L'usage des [organochlorés](#), un groupe de pesticides qui comprend le [DDT](#) et le [dieldrin](#), s'est répandu à cette occasion, bien que ces substances soient difficilement assimilées par l'environnement et s'accumulent dans la chaîne alimentaire.

Les problèmes engendrés par l'usage de pesticides sont l'empoisonnement des terres, la contamination de l'eau (notamment par les [nitrates](#)) et l'apparition de souches de [moustiques](#) résistantes aux [pesticides](#), la diminution de l'efficacité des programmes anti-[paludisme](#) utilisant du [DDT](#)^[34]. En [Asie du Sud](#), on estime par exemple que seulement 60% des [nitrates](#) épandus sur les parcelles sont aujourd'hui effectivement utilisées par les plantes, le reste contribuant à polluer les [nappes phréatiques](#).^[35]

La biodiversité [modifier]

En se concentrant sur un petit nombre de variétés, la révolution a induit une perte de [biodiversité](#) agricole, notamment dans les cultivars locaux. Certaines propriétés génétiques contenues depuis des centaines d'années dans certaines variétés de céréales étaient menacées de disparaître ; cette homogénéisation de la production alimentaire a nourri des craintes sur les capacités de résistance à l'apparition des nouveaux agents pathogènes. Pour répondre à ces préoccupations, des banques de semences, à l'image de l'Institut international de ressources phytogénétiques (*International plant genetic resources institute*, IPGRI) devenu le [Bioversity International](#), ont été constituées^[36].

Les opinions divergent concernant les effets de la révolution verte sur la [biodiversité](#) sauvage. Certains avancent qu'en accroissant les rendements, la révolution verte a prévenu une expansion excessive sur des terres non cultivées. La révolution verte s'est cependant souvent accompagnée d'une nette augmentation des surfaces cultivées. L'utilisation des [intrants](#) chimiques a aussi fortement perturbé l'équilibre des [écosystèmes](#) locaux.

La communauté internationale a clairement reconnu les impacts négatifs de l'expansion et de l'intensification de l'agriculture à travers la signature de la [déclaration de Rio](#), signée en [1992](#) par 189 pays. Un de ses volets, la [Convention sur la diversité biologique](#), a généré de nombreux plans d'action nationaux de préservation de la [biodiversité](#).

Les alternatives à la révolution verte [modifier]

Le début des années 1990 s'est caractérisé par une montée en puissance des thématiques environnementales concernant les conséquences de la révolution verte. Ces critiques, souvent menées au sein même de la communauté des chercheurs, ont abouti à l'apparition de différents concepts parmi lesquels on peut citer l'« evergreen revolution » promue en [Inde](#) par M.S. Swaminathan, l'agriculture raisonnée en France^[37], l'« écoagriculture » de l'UINC ([Union internationale pour la conservation de la nature](#)) ou encore l'« agroécologie » proposée par le

CIRAD ([Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement](#)). Ce dernier s'est également fait le promoteur du concept plus large de « révolution doublement verte » qu'avait avancé le [CGIAR](#), le principal organisme de coordination de la révolution verte^[38]. Pour ses défenseurs, il « consiste à passer d'une logique de développement agricole fondée sur la maîtrise des milieux à une autre, fondée sur la connivence avec les écosystèmes »^[39]. La révolution doublement verte entend à ce titre ajouter « aux objectifs de la révolution verte ceux du maintien de la diversité biologique et de la résilience des écosystèmes »^[40]. Elle cherche notamment à trouver des solutions aux limites rencontrées par la révolution verte dans les milieux mal pourvus en réserve d'eaux ou à faible densité de population.

Notes et références [modifier]

- ^[1] Voir Tommaso Venturini, [“Les trous noirs de la Révolution Verte” \[archive\]](#) in Entropia, vol. 3, 2007
- ^[1] Voir Marc Dufumier, *Agricultures et paysanneries des Tiers Mondes*, éditions Karthala, Paris, 2004.
- ^[1] Wright 2005. pp. 171-173.
- ^[1] Voir Karin Matchett, « Scientific Agriculture Across Borders : The Rockefeller Foundation and Collaboration between Mexico and the U.S. in Corn Breeding » [\[1\] \[archive\]](#).
- ^[1] C'est dans ces régions, où les exploitations étaient historiquement les plus vastes et les risques climatiques moins élevés, que ce sont concentrés.
- ^[1] En 1901, le Mexique comptait 13,6 millions d'habitants. Ce chiffre était de 103,3 en 2005. Voir la [démographie du Mexique](#).
- ^[1] La population active agricole représentait 70 % de la population active totale en 1930 ; elle n'en constituait plus de 50% en 1965. Osorio, 1975.
- ^[1] Jorge Durant, « [100 Years of Mexican Migration Policies \[archive\]](#) », mars 2004.
- ^[1] Site officiel du CIAT [\[2\] \[archive\]](#)
- ^[1] Une carte localisant les différents centres de recherche du CGIAR [\[3\] \[archive\]](#)
- ^[1] Sur l'ensemble de ces points, voir Marc Dufumier, *Agricultures et paysanneries des Tiers Monde*, éditions Karthala, Paris, 2004, en particulier pp. 521 et s.
- ^[1] [Le PIB par habitant et par État en Inde \[archive\]](#)
- ^[1] Voir Jaffrelot (dir.), *L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours*, Fayard, Paris, 1996.
- ^[1] voir Pingali, Hossain, Gerpacio, *Asian rice bowls. The returning crisis*, New York : IRRI-CAB International, 1997.
- ^[1] Souvent ces régions sont à ce sujet, comme certaines îles [indonésiennes](#), contraintes par la taille des terres exploitables et la forte densité de la population. Voir Barker Randolph, Herdt Robert W., Rose Beth. *The rice economy of Asia. Ressources for the future*, Washington DC : Johns Hopkins University Press, 1985.
- ^[1] Les politiques d'ajustements structurels imposés aux Philippines sous le gouvernement de [Corazon Aquino](#) ont ainsi occasionné d'importants déséquilibres. En interdisant les subventions pour l'achat des intrants, le FMI a interdit l'accès de ses produits aux petits agriculteurs et provoqué une baisse de la production. Les [Philippines](#), devenues autosuffisante en riz, ont dû suite à ces décisions faire à nouveau appel aux importations. Voir Dufumier Marc, op. cit., p.321 et s.
- ^[1] C'est aussi le cas du [Laos](#) et du [Cambodge](#) dans lesquels, pour d'autres raisons, les principes de la révolution verte n'ont pas pénétré de manière aussi importante.
- ^[1] Voir sur ce sujet G. Trébuil, « Mécanisation des itinéraires techniques rizicoles et transformations récentes de l'agriculture en Thaïlande », in *Mécanisation de la riziculture*, Paris : Cirad, 1994.
- ^[1] Conway, 1998, chap. 4.
- ^[1] Le discours de réception de Norman Borlaug, 1970. [\[4\] \[archive\]](#)
- ^[1] *Poverty and Famines : an essay on entitlements and deprivation*, Oxford : Clarendon Press, 1982.
- ^[1] Jean Ziegler, « [La cause de la faim, c'est une répartition aberrante des richesses \[archive\]](#) »
- ^[1] Le seuil de la faim est ici fixé à une ration alimentaire quotidienne de 2200 calories. Virginie Meurier,

Autosuffisance céréalière et sécurité alimentaire en Inde : une mise en perspective historique, thèse soutenue à l'[université Pierre Mendès France](#) (Grenoble), 2003.

24. [↑](#) Spitz, 1987
25. [↑](#) Conway, 1997, p. 279.
26. [↑](#) Voir Mark Dowie, *American Foundations: An Investigative History*, Cambridge, Massachusetts : MIT Press, 2001, (pp. 109-114)
27. [↑](#) Ross, 1998, chapitre 5.
28. [↑](#) Marc Dufumier, op. cit, p.342 et s.
29. [↑](#) Brown, 1970
30. [↑](#) [Why Our Food is So Dependent on Oil.](#) [\[archive\]](#)
31. [↑](#) Voir à ce sujet l'exemple de la [Corée du Nord](#) [\[5\]](#) [\[archive\]](#)
32. [↑](#) Voir les travaux de la Soil Association, « [\[6\]](#) [\[archive\]](#) Agriculture Meets Peak Oil : Soil Association Conference ».
33. [↑](#) Conway 1997, pp. 253.
34. [↑](#) Conway 1997, chpt.11
35. [↑](#) Hossain (et al.), *South Asia. Economic development. Transformation, opportunities and challenges*, Routledge, 1999.
36. [↑](#) [Vertigo - La revue en sciences de l'environnement sur le WEB](#), Vol 3 N°1, avril 2002, [\[7\]](#) [\[archive\]](#)
37. [↑](#) Titre d'un rapport rendu par Guy Paillotin au Ministre de l'agriculture et de la pêche en 2000.
38. [↑](#) Pour plus de précision sur l'historique du concept, lire Michel Griffon, « La révolution doublement verte. Introduction », communication à l'Académie d'agriculture, séance du 5 mai 2004, [\[8\]](#) [\[archive\]](#)
39. [↑](#) Cirad, « La Révolution Doublement Verte », [\[9\]](#) [\[archive\]](#)
40. [↑](#) Idem

Source ; http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9volution_vert

Taxe sur les transactions financières ou Taxe Tobin - Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

La **taxe Tobin**, suggérée en [1972](#) par le lauréat du "[prix Nobel d'économie](#)" [James Tobin](#), consiste en une taxation des transactions monétaires internationales afin de ne plus inciter à la [spéculation](#). Le taux choisi serait faible, de 0,05 % à 1 %.

L'idée du professeur Tobin a connu un certain engouement depuis la crise mexicaine de 1992-1994. Le projet a été évoqué au sein de l'[ONU](#) et du [G7](#) d'[Halifax](#) en [1995](#). [Robert Mundell](#) a argumenté que cela constituerait une incitation puissante à la mise en place de monnaies communes comme l'[euro](#).

Depuis sa fondation en [1998](#), l'association [ATTAC](#) défend, entre autres, l'idée de l'instauration de cette taxe et participe au mouvement [altermondialiste](#). Elle s'est depuis implantée dans beaucoup de pays, et propose des analyses étudiant la possibilité pratique de la mise en place de la taxe.

[James Tobin](#) quant à lui s'est distancié de l'utilisation faite de son idée. Il déclarait ainsi en

2001 : « J'apprécie l'intérêt qu'on porte à mon idée, mais beaucoup de ces éloges ne viennent pas d'où il faut. Je suis économiste et, comme la plupart des économistes, je défends le [libre-échange](#). De plus, je soutiens le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tout ce à quoi ces mouvements s'en prennent. On détourne mon nom. »^[1]. Une telle taxe aurait selon lui, dans le même entretien, un intérêt pour limiter les mouvements de court terme sur les monnaies mais ne doit pas être interprété dans une logique altermondialiste.

D'autres économistes, comme [Joseph E. Stiglitz](#)^[2] ou [Lawrence Summers](#)^[3] soutiennent le principe d'une telle taxe. Elle est cependant critiquée par la large majorité des économistes financiers^[réf. nécessaire].

Son origine [\[modifier\]](#)

Les accords de [Bretton Woods](#) signés en [1944](#) ont été ratifiés par 44 pays. Ils visaient à rétablir le système monétaire mondial mis à mal suite à la [Seconde Guerre mondiale](#). Le [FMI](#) et la [Banque mondiale](#) ont été créés à la suite de ces accords. De plus à cette époque, le dollar américain devient la seule monnaie de référence et la seule convertible en or.

Le système de Bretton Woods s'est écroulé à la fin des années 1960, créant, selon les défenseurs de la taxe Tobin, une instabilité excessive du marché monétaire mondial qui serait due à la spéculation.

Principes [\[modifier\]](#)

L'assiette et le taux seraient identiques dans tous les pays. Collectée et administrée par chaque gouvernement, les fonds recueillis seraient ensuite reversés à un organisme géré par le [FMI](#), la [Banque mondiale](#) ou un organisme indépendant placé sous le contrôle de l'[ONU](#). Les sommes ainsi récoltées seraient redistribuées prioritairement aux pays les moins avancés.

La taxe Tobin aurait donc deux avantages selon ses défenseurs : freiner la spéculation et favoriser le développement. Le faible taux ne découragerait pas les échanges non-spéculatifs.

À l'heure actuelle, elle est de plus en plus associée au concept développé par le professeur [Spahn](#) et prend le nom de taxe Tobin-Spahn. Celle-ci est une taxe à double niveau : le premier niveau est un faible taux applicable aux transactions financières tant que celles-ci restent dans les limites d'une moyenne convenue, le deuxième niveau est un taux élevé (de l'ordre de 80 %) qui s'applique automatiquement en cas d'instabilité financière.

Le taux du premier niveau, de l'ordre du centième de pourcent, est trop faible pour entraver les transactions productives mais constitue déjà un frein aux transactions spéculatives. Celles-ci, en effet, se caractérisent par des échanges financiers très rapides et très nombreux avec des marges bénéficiaires très faibles. C'est la répétition de ces échanges sur un court laps de temps qui permet d'accumuler des bénéfices importants. La taxe Tobin s'appliquant à chacune des transactions grèverait de façon importante le bénéfice final du spéculateur.

Critiques [\[modifier\]](#)

Plusieurs critiques sont formulées à l'encontre de la taxe Tobin.

- En dépit de son taux très faible, elle constituerait un frein aux échanges en général, étant donné qu'elle serait également prélevée sur des transactions de paiement et transfert non-spéculatives, du fait des entreprises fonctionnant en réseau, et des contraintes d'optimisation de trésorerie en temps réel. Ainsi, la Suède a abandonné une expérimentation de Taxe Tobin mise en place dans les années 1990 car elle avait entraîné une forte baisse des échanges^[4].
- Elle accentuerait la [volatilité](#) des cours des monnaies en diminuant les transactions sur les marchés et en les rendant ainsi moins [liquides](#). C'est par exemple ce que note le journal britannique *The Economist*, estimant que c'est « le mauvais outil pour diminuer la volatilité » car il l'augmenterait au contraire^[4].
- Elle ne permettrait pas d'éviter les mouvements de capitaux de grande échelle, tels que ceux qui ont causé les crises asiatique et russe, son taux n'étant pas assez élevé pour être dissuasif.
- Elle serait dans une certaine mesure incompatible avec le [secret bancaire](#), parce qu'elle nécessite la traçabilité des transactions financières. Il y aurait ainsi des difficultés administratives à instaurer ce système.
- Elle devrait être mise en place à une échelle mondiale ou continentale, ce qui implique une entente difficile à obtenir : une action isolée de quelques pays aurait des effets négatifs sur leur économie. En effet, les pays jouissant actuellement d'une dominance mondiale sur les marchés de par la faiblesse de leurs couts de transactions et d'investissement, s'ils instauraient une telle taxe, feraient instantanément fuir toute l'activité boursière vers d'autres pôles financiers moins taxés ou l'activité de trading est viable. Dans de tels cas, nombreuses sont les places désireuses d'attirer des capitaux et les intervenants en refusant d'appliquer cette taxe. En outre, selon *The Economist*, quand bien même elle serait mise en place à une échelle globale, il serait possible de l'éviter par de l'ingénierie financière.
- Elle ferait vraisemblablement reposer le cout de la taxe non pas sur les organismes financiers ou spéculateurs mais sur les utilisateurs finaux de ces produits. En effet, les teneurs de marché doivent maintenir une activité profitable pour exister et une taxe sur les transactions de X % induirait nécessairement une augmentation de X % du spread, c'est-à-dire de la fourchette d'offre et de demande. Le prix de la taxe serait donc directement reporté sur les activités d'investissement et de couverture, vitales pour l'économie.
- Face à l'impossibilité d'assurer la liquidité des marchés face à une application uniforme de la taxe Tobin, les États sont tentés de mettre en place un système d'exemptions pour les banques et organismes financiers. C'est le cas de la Grande Bretagne où le public, les entreprises et les investisseurs paient la taxe contrairement aux banques, qui représentent pourtant le cœur de la spéculation censée être endiguée.
- Ainsi, elle constituerait une source de profit pour les établissements pratiquant l'[ingénierie financière](#), capables de mettre au point des systèmes de [compensation](#) et des contrats [dérivés](#) contrant les effets de cette mesure. À titre d'illustration, la création du marché de l'[eurodollar](#) dans les [années 1970](#) avait contourné les entraves réglementaires au remplacement des avoirs en dollars externes aux États-Unis, pour le plus grand profit des places financières de Londres et Luxembourg.
- Enfin, ce ne sont pas des problèmes liés à la [spéculation](#) qui ont causé la crise économique de 2008 mais des ratios insuffisants de capitalisation et des politiques de

Too Big To Fail. C'est à l'inverse sur le [marché immobilier](#), aux frais de transactions les plus élevés, qu'est née la bulle. Il convient donc de s'attaquer à ces problèmes essentiellement selon le journal, pour lequel la finance a besoin de changements mais ceux promus par la Taxe Tobin sont les mauvais.

Résultats empiriques sur l'efficacité de la "taxe Tobin" [\[modifier\]](#)

La vaste majorité des économistes financiers a toujours contesté la causalité entre une « taxe Tobin » et une plus grande stabilité des prix financiers. Ils prennent comme exemple le cas des marchés immobiliers, qui sont caractérisés par des coûts de transactions très élevés mais ont, néanmoins, une grande volatilité des prix.

Depuis les dix dernières années, des économistes financiers ont critiqué l'hypothèse de stabilisation exprimée par [Tobin](#). Plusieurs études fondées sur des changements exogènes de la structure des marchés, suite à des nouvelles réglementations, ont démontré, selon ces économistes, que des augmentations de prix de transaction entraînent systématiquement une plus grande instabilité (par exemple Ronen and Weaver (2001), Bessembinder (2001), Bessembinder and Rath (2002)). L'étude la plus récente par Hau (2006), *The Role of Transaction Costs for Financial Volatility: Evidence from the Paris Bourse*, parue dans le "Journal of European Economic Association" (juin 2006), résume :

"L'analyse des données en panel permet de conclure avec une grande certitude statistique qu'une augmentation des coûts des transactions par 20% (due à des changements de variations minimales de cotation à la Bourse de Paris) implique une augmentation de la volatilité (mesurée par le « range » comme différence entre valeur maximale et minimale sur un intervalle d'une heure) par plus de 30%. En conclusion, une augmentation des coûts de transactions en général et une « taxe Tobin » en particulier doit être considérée comme déstabilisante pour des prix financiers."

Une synthèse (en anglais) de la littérature scientifique se trouve également dans le même article (Hau (2006)).

Pays favorables [\[modifier\]](#)

La [France](#), la [Finlande](#), la [Belgique](#), l'[Allemagne](#) se sont déjà prononcées favorablement. Mais seules la France (en novembre 2001) et la Belgique (en juillet 2004) ont voté une loi précisant qu'une taxe de type Tobin entrerait en vigueur lorsqu'elle aurait été votée dans tous les pays de la zone euro. Plus tard, les présidents brésilien ([Lula](#)) et français ([Chirac](#)) ont proposé à la place une taxe sur les ventes d'armes et sur les billets d'avion pour financer le développement des pays du Sud. Les États-Unis sont naturellement opposés historiquement à cette taxe. En 2009, le Canada, la Suisse, l'Australie, la Russie et L'Inde se sont prononcés de même contre cette taxe.

[Adair Turner](#), président de l'autorité britannique des services financiers ([FSA](#)) et ancien dirigeant de la confédération de l'industrie britannique ([CBI](#)) s'est prononcé en 2009 en faveur

d'une telle taxe^[5].

Cependant, à l'issue du G9 de Pittsburgh sur la stabilité financière, l'étude de la faisabilité d'une telle taxe a été confiée au Fonds Monétaire International de Dominique Strauss-Kahn qui l'a jugée inadaptée et lui préfère un système d'assurance contre les risques systémiques financée directement par les banques responsables de la crise de 2008.

Position de l'Union européenne [modifier]

L'[Union européenne](#) est pressentie pour la première mise en place de la taxe, des lois votées par des parlements nationaux précisent qu'elle entrera en application dès que tous les pays de la zone euro l'auront inscrite dans leur droit.

Le [20 janvier 2000](#), au Parlement européen, a été mise aux voix une résolution — signée par les groupes [PSE](#) (socialistes), Verts-ALE, [GUE/NLG](#) (Gauche unitaire, où siègent notamment les élus du [PCF](#)) et [ELDR](#) (libéral), rejoints par deux membres pasquaiens du groupe [UEN](#) — demandant à la [Commission européenne](#) de présenter dans les six mois un rapport sur la faisabilité de la taxe Tobin. Légalement, cette initiative législative du Parlement européen reposait sur l'article 192 CE (article 332 dans le TCE) renforcé par l'accord inter-institutionnel "[Agenda 2000](#) — mieux légiférer" entre la Commission et le Parlement européen (voir [Parlement européen : Pouvoirs et compétences](#)).

Finalement, le texte soumis a été repoussé à une très faible majorité (229 voix contre 223) par la droite libérale (ainsi que les députés britanniques du Labour).

Parmi les votes des députés français :

- plusieurs députés du [PCF](#) (dont [Robert Hue](#)) ou socialistes n'ont pas pris part au vote ;
- ceux du PPE et les villiéristes ont voté contre ; [François Bayrou](#), [Alain Lamassoure](#), [William Abitbol](#) et [Charles Pasqua](#) ont voté pour.
- Les trotskistes se sont en partie abstenus ([Alain Krivine](#)) ou ont voté contre ([Arlette Laguiller](#)) au motif qu'elle n'était pas là « pour améliorer le capitalisme ». La [Ligue communiste révolutionnaire](#) s'était abstenue, sous le prétexte que le texte de départ qu'ils avaient soumis au vote ayant été vidé, par des amendements de Charles Pasqua entre autres, de tout contenu, et au final, ne se résumant qu'à une étude de faisabilité sur cette taxe, tout en inscrivant pour objectif "la stabilisation" et la pérennité des marchés financiers globalisés (article 2).

En 2009, la Suède, présidente de l'UE, s'est prononcée très défavorablement à cette taxe et lui préfère le système d'assurance, prôné par le FMI. En effet, La Suède avait précédemment instauré une telle taxe au niveau national qui avait eu pour résultat de faire disparaître la quasi totalité du volume de la bourse de Stockholm, dont les titres étaient cotés en parallèle à Londres^[réf. nécessaire].

Au Parlement européen, en 2009 puis en février 2010, la proposition de "Taxe Tobin verte"^[6] émise par [Vincent Peillon](#) en vue d'aider les pays en développement à financer la lutte contre le changement climatique a été retoquée.

Notes et références [\[modifier\]](#)

1. [↑](#) [Interview](#) [\[archive\]](#) dans [Der Spiegel](#) reproduite par le journal [Le Monde](#) le 8 septembre 2001 et l'hebdomadaire Problèmes économiques le 31 octobre 2001
2. [↑](#) [Joseph E. Stiglitz, sur le site Bibliomonde](#) [\[archive\]](#) et [La taxe Tobin, oui !](#) [\[archive\]](#)
3. [↑](#) [La taxe Tobin](#) [\[archive\]](#)
4. [↑](#) ^a et ^b http://www.economist.com/opinion/displaystory.cfm?story_id=14455661 [\[archive\]](#)
5. [↑](#) [Adair Turner, ce Seillière anglais soutenu par Attac](#) [\[archive\]](#)
6. [↑](#) http://www.lemonde.fr/planete/article_interactif/2009/11/20/sommet-de-copenhague-la-gouvernance-le-financement-les-questions-en-jeu_1269528_3244.html [\[archive\]](#)

Liens externes [\[modifier\]](#)

- [ATTAC, une association de promotion de la taxe Tobin](#)
- [The wrong tool for the job](#), article critique de *The Economist* sur la Taxe Tobin

Bibliographie [\[modifier\]](#)

- Hau, Harald (2006), "[The Role of Transaction Costs for Financial Volatility: Evidence from the Paris Bourse](#)", *Journal of the European Economic Association*, Vol. 4(4). pp. 862-890, disponible aussi sur le site de [l'auteur](#)
- Kaiser, Johannes, Thorsten Chmura et Thomas Pitz (2006): [The Tobin Tax - A Game-Theoretical and an Experimental Approach](#)
- *Tobin or not Tobin*, [François Chesnais](#), L'Esprit Frappeur, Paris, 1999
- *La taxe Tobin*, [Yves Jégourel](#), Collection Repères, La Découverte, 2002

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Taxe_Tobin

Taxe sur les transactions financières: calmer la spéculation et assumer la crise

D'après un document du Parlement Européen, Bruxelles. Fiscalité - 23-02-2010

« Une taxe sur les transactions financières à l'échelle mondiale, qui dissuaderait les institutions financières de s'engager dans la prise de risque excessive et qui responsabiliserait le secteur face à la crise, devrait être envisagée, indique la commission des affaires économiques du Parlement européen. Si la taxe à l'échelle mondiale devait s'avérer irréalisable, l'UE pourrait envisager de prendre seule cette initiative.

Dans une question orale associée à une résolution, adoptée ce mardi, sur la taxation des transactions financières, les membres de la commission des affaires économiques invitent

instamment la Commission et le Conseil à examiner la possibilité d'utiliser cette taxe pour venir en aide, financièrement, aux pays en développement dans la lutte contre le changement climatique, et pour financer la coopération au développement. La Commission et le Conseil devraient également examiner comment la taxe pourrait contribuer au budget de l'UE, indiquent les députés.

La Commission européenne devrait procéder à une évaluation d'impact afin d'établir dans quelle mesure la taxe pourrait contribuer à stabiliser les marchés financiers et prévenir la répétition de la crise, en traquant les opérations financières inopportunes.

Même s'ils préfèrent une approche globale élaborée au sein du G20, les députés estiment que les avantages et les inconvénients d'une taxe à l'échelle purement européenne devraient être pesés, même dans le cas où les principaux partenaires de l'UE ne devraient pas y recourir.

La taxe, quelle que soit sa nature, ne saurait porter atteinte au rôle essentiel du système bancaire qui consiste à financer les investissements dans l'économie réelle, souligne la commission des affaires économiques ».

Ces questions seront posées au Conseil et à la Commission durant la plénière de mars 201° à Strasbourg. Sous la présidence de : Sharon BOWLES (ADLE, UK). 23.02.2010 - REF. : 20100223IPR69367. John SCHRANZ, Unité de Presse - Attaché de presse

☎: +32 228 44264 (BXL) ☎: +33 3 88 174076 (STR) ✉: econ-press@europarl.europa.eu En savoir plus : [Site web de la commission des affaires économiques et monétaires](#)

Source de la note : http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/044-69368-054-02-09-907-20100223IPR69367-23-02-2010-2010-false/default_fr.htm

Note du traducteur - La **Taxe Tobin** est à l'origine même de la création de l'ONG **ATTAC** et cette dernière à apporté de très nombreuses contributions sur ce sujet

« La taxe Tobin représente avant tout un moyen d'affronter des intérêts économiques et financiers qui sont hostiles à toute politique de contrôle des mouvements de capitaux. Ces intérêts, favorisés depuis vingt ans par des politiques néolibérales, ont été privilégiés aux étriments des revenus du travail. Contrairement aux remèdes appliqués d'ordinaire lorsque éclatent les crises financières, la taxe Tobin aurait un rôle préventif. Par ailleurs, la mise en place de la taxe Tobin impliquerait une nouvelle forme de relation entre Etats. La taxe Tobin n'est pas la panacée, mais un moyen de réduire l'instabilité financière mondiale, présentée par beaucoup d'experts comme la rançon inévitable des bienfaits apportés par la libre circulation des capitaux ».



Un groupe de travail existe sur cette question taxetobin@attac.org Consulter les nombreux documents disponibles sur le **site ATTAC** suivant : <http://www.france.attac.org/spip.php?rubrique88>

Volatilité (finance) - Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.



Cet article est une **ébauche** concernant la **finance**. Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant ([comment ?](#)) selon les recommandations des [projets correspondants](#).

En finance, la **volatilité** est une mesure de l'ampleur des variations du [cours](#) d'un [actif financier](#). Elle sert de paramètre de quantification du [risque](#) de rendement et de prix d'un actif financier. Lorsque la volatilité est élevée, l'espérance de gain est plus importante, mais le risque de perte aussi. C'est par exemple le cas de l'action d'une société plus endettée, ou disposant d'un potentiel de croissance plus fort et donc d'un cours plus élevé que la moyenne. Si la croissance des ventes est moins forte qu'espérée ou si l'entreprise peine à rembourser sa dette, la chute du cours sera très forte.

La notion est plus souvent utilisée pour les oscillations à court terme que pour les grandes fluctuations boursières sur plusieurs années, souvent qualifiées (bien qu'irrégulières dans leur fréquence) de [cycles](#) boursiers. En réalité, le terme volatilité concerne aussi bien le court terme que le moyen et long terme. Il ne caractérise pas l'indécision du marché, mais l'ampleur des variations de cours qu'il peut subir, à la hausse comme à la baisse, les variations de court terme n'étant que des anticipations des variations à moyen et long terme.

Les traders sont appelés les « risk player » en ce sens qu'ils parient notamment sur la volatilité future.

Volatilité implicite [[modifier](#)]

Elle se calcule très simplement par le prix des [options](#), qui permettent de parier sur un scénario extrême, ou de se couvrir contre ce même scénario. Un céréalier qui craint que le prix du blé ne tombe de 100 à 60 euros le quintal en raison de la concurrence de nouveaux pays producteurs va se couvrir avec un option de vente à 70 euros le quintal. Au cas où le prix chuterait jusqu'à 60 ou 50 euros, l'option lui donne le droit de vendre à 70 euros et donc de gagner 10 ou 20 euros par quintal.

Si le risque de voir tomber le prix à 60 euros est minime, cette option n'aura aucune valeur. Mais si les surfaces cultivées augmentent régulièrement et inéluctablement et si la demande progresse peu, ce risque devient réel et la valeur de l'option sera élevée, tous les autres

céréaliers voulant aussi se couvrir.

La volatilité peut également être très forte à la hausse, si la demande mondiale de blé, en croissance régulière, menace de créer une pénurie si la production ne suit pas. Une option donnant à un meunier le droit d'acheter le blé à 130 euros le quintal vaudra très cher si s'ajoute un risque d'inondations créant la probabilité de voir le prix du blé monter jusqu'à 140 ou 150 euros le quintal.

Le prix de l'option reflète l'ampleur des variations probables, c'est-à-dire la volatilité. La Bourse de Paris publie ainsi un très officiel "indice de volatilité implicite" du marché des actions, qui permet d'avertir les petits épargnants du risque encouru.

Le probable est du domaine du futur, et l'étude du passé est rarement suffisante sur les marchés, où l'anticipation est reine. Le potentiel de hausse étant par nature plus important que celui de baisse (qui n'excède jamais 100%), les options d'achat sont les plus traitées.

Méthode de calcul [[modifier](#)]

La volatilité est un indicateur primordial pour la fluidité du marché. Un marché qui stagne est un marché à volatilité très faible. D'après la théorie financière, un investisseur n'admet d'acquérir un [actif financier](#) présentant une forte volatilité (donc un risque important) que si son rendement est élevé. C'est pourquoi les périodes de forte volatilité se traduisent souvent par des cours bas permettant à l'acheteur d'anticiper une rentabilité plus élevée. L'inverse est également vrai : dans toutes les périodes de bulle spéculative, la volatilité a augmenté fortement.

La méthode de calcul de cette approximation du risque est cependant contestée puisqu'elle prend pour hypothèse que l'évolution future sera inspirée par l'évolution passée. Cette quantification utilise en effet l'[écart type](#) (voir [statistiques](#)) des variations historiques de [rentabilité](#). Autrement dit, autre simplification, elle se base sur la courbe plus ou moins [gaussienne](#) des hausses et baisses de prix passées de cet actif, sur une suite de périodes historiques. Par exemple, pour prendre des extrêmes, elle utilise l'écart-type des variations journalières sur un mois, ou des variations mensuelles sur dix ans, etc.

On se base donc souvent sur des méthodes indirectes. En effet, on peut montrer que dans le [modèle de Black et Scholes](#), le prix d'une [option](#) européenne ne dépend que de la volatilité du sous-jacent, et non de son rendement moyen. On peut donc, en inversant la formule, retrouver une **volatilité implicite** de l'actif, qui est celle qui correspond aux anticipations du [marché](#). Par opposition, les calculs fondés sur l'analyse statistique du cours du sous-jacent sont appelés **méthode de calibration historique**. Le calcul de la volatilité d'un titre non associé à un produit dérivé se fait par interpolation (utilisation de [matrices](#) de volatilité). Toutefois, rien n'assure que ce paramètre doive rester constant dans le temps. Dans le cas où l'on prend en compte l'incertitude sur l'incertitude du rendement d'un actif, on parle de modèles à volatilité [stochastique](#).

Utilisation [\[modifier\]](#)

La volatilité sert entre autres :

- aux calculs pour optimiser la [diversification](#) des portefeuilles d'actifs financiers, par l'utilisation d'un coefficient de corrélation ([coefficient bêta](#)) entre volatilité de l'ensemble du marché et volatilité d'un actif individuel ;
- à l'évaluation des contrats financiers [dérivés](#) ([évaluation d'option](#) par exemple).

Indice de volatilité [\[modifier\]](#)

- Le principal indice utilisé pour mesurer la volatilité du marché des actions est l'indice VIX, basé sur les prix des [options](#) ([warrants](#)) sur l'indice américain des actions S&P 500.

Article à lire sur le site suivant : http://fr.wikipedia.org/wiki/Volatilit%C3%A9_%28finance%29

Traduction, définitions et compléments :

Jacques Hallard, Ing. CNAM, consultant indépendant.

Relecture et corrections : Christiane Hallard-Lauffenburger, professeur des écoles honoraire. Adresse : 19 Chemin du Malpas 13940 Mollégès France

Courriel : jacques.hallard921@orange.fr

Fichier : ISIS Alimentation Economie OGM [Financing World Hunger](#) French version.2
